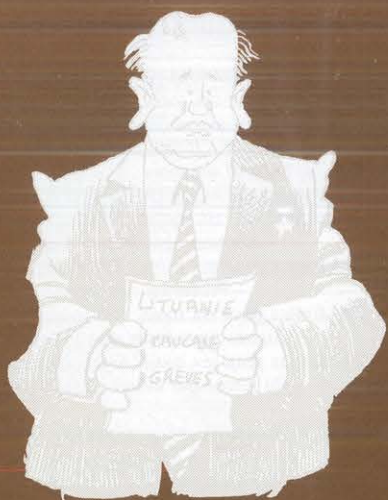


INpreCOR

Numéro 306 du 6 au 19 avril 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

URSS

Pleins pouvoirs à Gorbatchev...
dans quel but ?



COLOMBIE

Répression accrue
URUGUAY

La cohabitation ?

TCHÉCOSLOVAQUIE

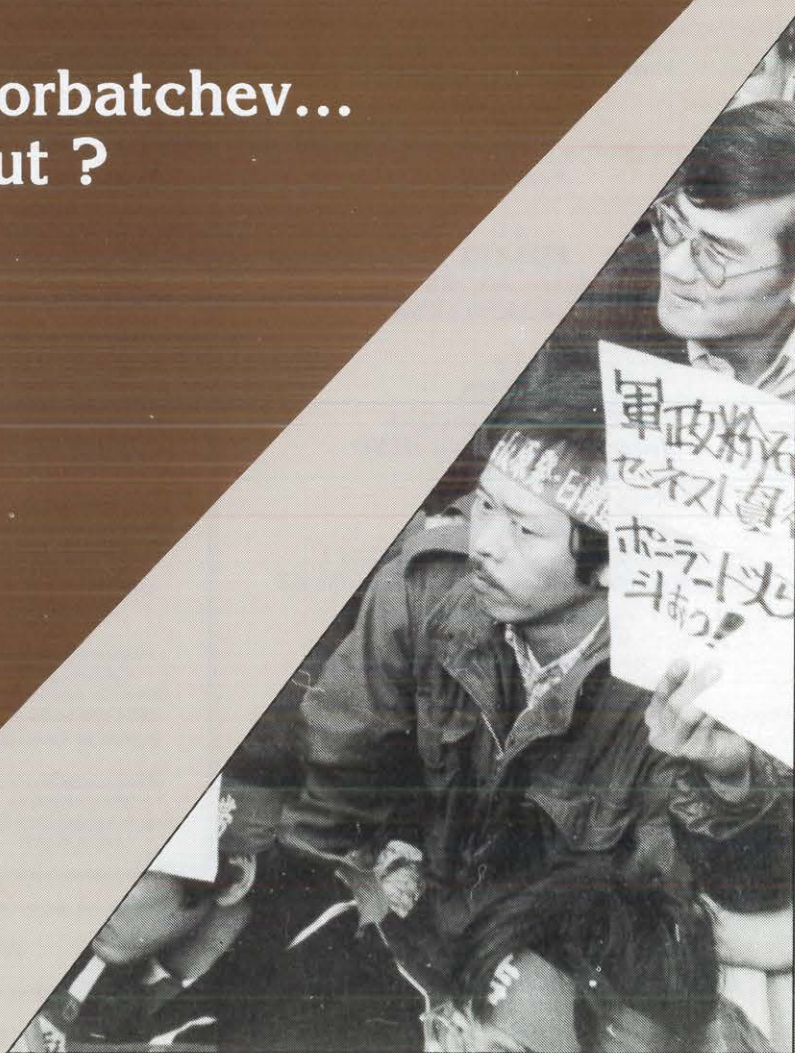
La suspicion

GRANDE-BRETAGNE

Contre la "Poll Tax"

ISRAËL

La farce



JAPON

Crise de perspectives
à gauche

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 306
du 6 au 19 avril 1990

3

LITUANIE / URSS

Indépendance de la Lituanie et avenir de l'URSS
Salah JABER

4

UNION SOVIETIQUE

Gorbatchev en quête de légitimité
David SEPPO

7

TCHECOSLOVAQUIE

Entre espoirs et suspicions
Colin MEADE

9

A qui profite l'anti-communisme ?
Petr UHL

11

ISRAEL

La course aux rabbins
Michel WARSHAWSKI

13

JAPON

Crise de perspectives
Interview de Osamu HINO

17

URUGUAY

Cohabitation ou confrontation ?
Ernesto HERRERA, Gustavo VASQUEZ

20

COLOMBIE

Escalade de la répression
Libardo GONZALES

22

GRANDE-BRETAGNE

La Dame de fer a du plomb dans l'aile
Bernard GIBBONS

24

ITALIE

PCI : la "chose"
Livio MAITAN

26

EN BREF

TIERS MONDE : Annuler la dette !
RFA - RDA : Nouvel antisémitisme et ancienne hypocrisie
PORTUGAL : Un membre du PSR au conseil municipal de Lisbonne
LES NOTRES : Décès d'Oskar Hippe

28

GLASNOST

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

L'INDEX DES 15 ANS

Ça y est, il est là ! Nous vous l'avions promis, c'est chose faite. L'index des 15 ans d'*Inprecor* est prêt : un volumineux document de 72 pages (et encore, c'est parce que c'est en tous petits caractères !), le "résumé" de quinze ans d'efforts pour suivre et comprendre les luttes sociales partout dans le monde. Pas moins de 120 pays au sommaire (qui dit mieux ?) et une vingtaine d'autres rubriques. Certes, certains pays et régions ont été plus traités que d'autres. La palme revient à la Pologne : plus de quatre pages de titres d'articles ! Si après cela, vous ne connaissez pas la politique polonaise de A à Z...

Au-delà des "collectionneurs" et de nos fidèles lecteurs qui lisent *Inprecor* depuis des années, nous espérons que cet index sera un instrument pratique pour tous ceux qui chercheront des références ou de vieux articles qui, s'ils ne sont plus d'actualité, restent néanmoins utiles pour réétudier l'histoire politique de ces quinze dernières années (et plus)...

Malgré son volume, l'index ne coûte que 20 FF (120 FB ou 5 FS) plus frais d'expédition (9 FF par voie de surface, 12 FF par avion tous pays).

Vous pouvez passer vos commandes à :

Inprecor, 2 rue Richard Lenoir, 93 108 Montreuil, France

INpreCOR



INDEX DES 15 ANS
(1974 / 1989)

20 FF 120 FB 5 FS

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél: 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél: 45.32.06.23

ABONNEMENT

(24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :

155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.

- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :

180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.

- Abonnement avion (Asie) :

195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.

- Pli fermé : France :

200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.

Autres pays (voie de surface) :

215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.

- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an) ☐

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois) ☐

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits) ☐

Réabonnement ☐

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Indépendance de la Lituanie et avenir de l'URSS

APRES avoir pris le contrôle des principales installations économiques, ainsi que de la plupart des postes de commande et points névralgiques du territoire lituanien, les troupes du Kremlin ont mis le pays en quarantaine, tandis qu'elles y installaient un climat d'intimidation par la multiplication des barrages et des fouilles. La chasse aux "déserteurs", refusant de servir dans l'armée soviétique et désireux de mettre sur pied une armée nationale, et l'ordre donné aux citoyens de la République de remettre les armes en leur possession, manifestaient la ferme intention de Moscou d'empêcher les Litoniens de se doter des attributs de la souveraineté réelle. Il ne leur était laissé que la liberté d'expression politique : en somme, le statut d'un peuple en résidence surveillée.

Ainsi donc, les Litoniens apprenaient à leurs dépens quelles étaient les limites du laxisme gorbatchevien. Beaucoup d'entre eux s'étaient faits des illusions, croyant ne pas être concernés par le message de l'intervention en Azerbaïdjan, adressé en fait à l'ensemble des nationalités périphériques de l'URSS. Illusions nourries par une autre, grande illusion : celle que l'Occident chrétien impérialiste ferait au moins pour les Litoniens ce qu'il avait fait pour leurs frères catholiques polonais. Leur déception à cet égard est déjà amère. C'est à peine, en effet, si les capitales occidentales n'expriment pas ouvertement leur irritation face au chef du Sajudis, ce "professeur de musique" qui se mêle de politique et dont le donquichottisme met en péril les rapports entre grandes puissances !

Les trois millions de Litoniens "de souche" ne pèsent pas lourd en comparaison de l'enjeu que représente leur défi à Moscou. Ils ouvrent la voie au démembrement de l'URSS et, par réaction, au renversement de tout le processus de libéralisation enclenché avec Gorbatchev — c'est du moins ce que prétend ce dernier à qui veut l'entendre. C'est ainsi que les "durs" du Kremlin s'avèrent de plus en plus utiles au Président-Bonaparte : après avoir été l'obstacle à vaincre, ils sont devenus l'ar-

C'est à une véritable invasion rampante, l'instauration progressive d'un régime d'occupation, que la Lituanie est confrontée depuis que son parlement, son Soviet suprême, a proclamé l'indépendance nationale, le 11 mars. Certes, les choses se passent relativement en douceur, "pacifiquement", dans ce nord-ouest européen de l'URSS pour lequel l'Occident bourgeois a beaucoup plus de sympathie que pour les Azéris et autres "musulmans" d'Asie centrale. Mais le résultat n'est guère différent : seul le degré de brutalité des troupes de choc de Moscou — les mêmes corps d'armée, troupes du ministère de l'Intérieur et du KGB qu'en Azerbaïdjan — est modulé en fonction des impératifs de la diplomatie gorbatchevienne.

Salah JABER

gument passe-partout contre les radicaux de tous poils.

Gorbatchev doit néanmoins, pour préserver sa crédibilité, joindre la carotte au bâton. Prêchant la modération et le changement dans l'ordre, de sorte à faire paraître les Litoniens comme des têtes brulées, ayant même recours contre eux à des arguments "démocratiques", il exige qu'un référendum soit organisé en Lituanie, conformément au nouveau projet de loi constitutionnelle réglementant le droit de sécession des républiques de l'URSS.

Cette pierre de touche du droit à l'auto-détermination nationale est confinée dans des limites draconiennes par le nouveau projet : la majorité des deux tiers est requise pour l'indépendance, avec une période "transitoire" de cinq ans avant sa mise à effet. A cette interprétation singulière du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, par rapport à laquelle même la décolonisation bourgeoise a été le plus souvent moins restrictive, s'ajoute le

spectre agité sans relâche de "l'indemnisation" économique... de Moscou !

Selon les *Izvestia*, la facture dont la Lituanie devrait s'acquitter à l'égard de l'Union, avant de larguer les amarres, s'élèverait à 12,5 milliards de roubles ! Sans compter les mesures de rétorsion promises, telles que celle qui consisterait à traiter la nouvelle république indépendante, non pas avec l'amitié et l'aide dues après

un divorce à l'amiable faisant suite à un demi-siècle de vie commune, mais comme une "étrangère" de qui on exige le prix fort pour lui fournir les matières premières et les biens dont elle a besoin (la Lituanie dépend de l'URSS pour 97% de son énergie).

Il faut d'ailleurs, à ce propos, faire justice d'une idée fort répandue, selon laquelle l'indépendance serait un choix "absurde" économiquement, alibi facile du non soutien aux peuples qui font ce choix. Du point de vue économique, tout Etat qui ne couvrirait pas la planète ou une large portion de celle-ci serait une absurdité réactionnaire... s'il devait vivre en autarcie. Or, l'indépendance politique n'implique en aucune manière l'isolement économique; elle est seulement une des conditions qui permettent de choisir souverainement et librement les rapports économiques qu'on veut établir avec le reste du monde, à commencer par les anciens tuteurs. Encore faut-il que ceux-ci ne cherchent pas à substituer leur suzeraineté économique à leur suzeraineté politique perdue.

Les Litoniens seraient sûrement preneurs d'une étroite coopération économique avec une Union soviétique, ou une Russie, bien disposées à leur égard. Une autre attitude de Moscou aurait ménagé la possibilité qu'ils choisissent plus tard, après une phase d'indépendance, de rejoindre une URSS remodelée sur une base confédérale réellement égalitaire. En ce domaine, comme en beaucoup d'autres, Lénine décidément est plus que jamais d'actualité, n'en déplaise à ceux qui croient pouvoir proclamer sa nouvelle mort.

Dans son "testament" de décembre 1922, il soulignait que,



dans les conditions qui prévalaient, « il est tout à fait naturel que la "liberté de sortir de l'union", qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gredin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique ».

Face à cet état de choses, Lénine formulait des propositions qui paraissent aujourd'hui prémonitoires : « Il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre Union (...) Un code minutieux sera nécessaire, et seuls les nationaux habitant la république donnée sont capables de l'élaborer avec quelque succès. Et il ne faut jamais jurer d'avance qu'à la suite de tout ce travail on ne revienne en arrière au prochain congrès des Soviets en ne maintenant l'Union des républiques socialistes soviétiques que sur le plan militaire et diplomatique, et en rétablissant sous tous les autres rapports la complète autonomie des différents commissariats du peuple. »

La seule possibilité de maintenir l'URSS sur une base internationaliste est aujourd'hui de la remodeler dans le sens indiqué par Lénine, en rétablissant y compris les unités nationales dont se composait l'armée soviétique avant qu'elles n'aient été dissoutes sous Staline, en 1938, au profit d'une armée ethniquement mêlée, et donc russophone et dominée par les Russes. Ce qui se passe depuis le 11 mars, en Lituanie, montre toute l'importance de ce dernier facteur pour une souveraineté nationale réelle.

Nationalisme étroit

Hélas, ce n'est pas l'option internationaliste qui gagne du terrain aujourd'hui en URSS, mais bien le nationalisme le plus étroit d'esprit, tel celui des dirigeants du Sajudis qui n'ont même pas pris la peine de coordonner leur action avec celle des autres mouvements nationaux baltes, pour ne pas parler des autres nationalités opprimées de l'Union et encore moins de l'opposition russe anti-bureaucratique.

Mais la raison fondamentale n'en est autre que la faiblesse de l'internationalisme véritable en Russie même, l'absence sur la scène de l'URSS d'un puissant mouvement ouvrier autonome capable d'en être porteur, et le fait que ce ne sont pas des léninistes qui sont aux commandes à Moscou, mais bien « ce chauvin, ce gredin, cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique ». ★

7 avril 1990

Gorbatchev en quête de légitimité

Le 14 mars dernier, un Congrès des députés du peuple spécialement convoqué a amendé la Constitution soviétique par un vote de 1 817 contre 133 (61 abstentions) pour créer une présidence forte. Le président aura le pouvoir, entre autres, de décréter la loi martiale, d'exercer un droit de veto sur les décisions du Soviet suprême (ce qui pourrait être modifié par un vote des deux tiers), de proposer des lois et de les faire adopter au parlement par des procédures d'urgence. Le congrès a ensuite procédé à l'élection de Mikhaïl Gorbatchev à ce poste par un vote de 1 542 contre 368 (76 abstentions). Vitalii Korotich, rédacteur en chef du magazine libéral de large diffusion *Ogoniok*, a déclaré sous forme de boutade, mais en partie seulement, qu'aujourd'hui, Gorbatchev est « officiellement dictateur » (1).

David SEPPÖ



AU PREMIER abord, ces développements ont de quoi rendre perplexe. S. Sergeev, le président du Comité de révision constitutionnel du Congrès a justifié ce changement par la « paralysie du pouvoir » (2). Mais dans les faits, Gorbatchev possédait déjà ces pouvoirs. Alors que les problèmes des nationalités en Union soviétique sont souvent cités pour expliquer la nécessité de pouvoirs exceptionnels, le fait est que si Gorbatchev a tant attendu avant d'intervenir contre le blocus de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, ce n'était pas parce qu'il ne pouvait pas le faire, mais à cause d'une décision ou d'une indécision personnelle. Une fois qu'il a décidé d'intervenir, il l'a fait avec rapidité et en force et n'a rencontré aucune opposition de la part du parlement soviétique. En ce qui concerne les Républiques baltes, les dirigeants soviétiques eux-mêmes ont écarté l'usage de la force, tant que cela ne résolvait rien et serait peu appuyé par le reste de la population.

Une autre raison souvent mentionnée pour justifier les pouvoirs exceptionnels est l'économie soviétique. Bien sûr, il est vrai que, à la colère et à l'épouvante de la majorité de la population ordinaire, celle-ci prend de plus en plus un aspect de "far west" et de brigandage généralisé. Le

scandale impliquant l'entreprise ANT, joint-venture entre l'Etat et une coopérative, qui a été révélé à la fin 1989 est typique de la scène économique soviétique actuelle. Cette entreprise, employant plus de 5 000 personnes dans 150 branches différentes à travers l'Union soviétique, avait été créée à l'origine pour aider l'industrie de la défense à se reconvertir en production civile. Mais, en tant qu'entreprise cherchant à réaliser des profits, ANT a trouvé qu'il était bien plus facile et plus lucratif d'acquiescer les produits et les matériaux militaires soviétiques à bas prix, puis de les revendre à l'étranger, souvent à titre de "feraille", contre des devises fortes. ANT a été prise sur le fait alors qu'elle essayait d'exporter à l'Ouest douze tanks T-72 et 200 tonnes de titane stratégique. Dans le sillage de ce scandale, plusieurs fonctionnaires gouvernementaux haut placés ont été démis de leurs fonctions ou sévèrement réprimandés. Des accusations sont portées maintenant contre le Premier ministre lui-même (3).

Le cas de l'ANT n'est que le sommet de l'iceberg du processus social, qui s'intensifie, de fusion de l'économie souterraine avec les producteurs du secteur d'Etat jouissant de monopoles. Mais le problème ne réside pas dans un manque de pouvoir gouvernemental. Car c'est le gouvernement lui-même qui a donné une autonomie plus grande aux entreprises

1) New York Times, 14 mars 1990.

2) New York Times, 13 mars 1990.

3) G. Lomonosov, "Vse na prodazhy", *Pravitel' stvennyi vestnik* numéro 6, 1990. New York Times, 15 mars 1990.

dans leur recherche du "revenu aux prix coûtants". C'est également le gouvernement qui a légalisé en grande partie l'économie souterraine. Cela représente une accumulation primitive dans tous les sens du terme. L'on peut se demander jusqu'à quel point il s'agit d'une politique consciente ou de stupidité, mais cela n'a pratiquement rien à voir avec un manque de pouvoir. Personne dans le gouvernement n'a la volonté d'installer de nouveau une planification et une régulation centrales fortes de l'économie. Au contraire, Gorbatchev a formalisé et accéléré leur démantèlement, ce qui était déjà en bonne voie sous Brejnev.

Précipitation

Alors, pourquoi cette précipitation pour établir un nouveau système présidentiel avec des pouvoirs extraordinaires ? Une réponse à ce mystère réside dans le fait qu'au moins une partie très significative des députés libéraux, comme Vitalii Korotich, appuie un pouvoir présidentiel fort. Ainsi, Nikolai Shmelev, sans doute le plus connu des économistes libéraux, n'a pas seulement approuvé ces mesures, mais a exprimé sa crainte que Gorbatchev ne soit pas « assez ferme » dans l'utilisation de son pouvoir pour « augmenter drastiquement le rôle de l'entreprise privée dans l'économie » (4).

Ces personnes, dont la plupart sont unies autour du Groupe inter-régional du Congrès, se sont posées en démocrates de choc. Ce sont eux qui ont appelé à une grève générale à la veille du second Congrès des députés du peuple, en novembre dernier, pour demander l'abolition de l'article 6 de la Constitution, qui consacrait le "rôle dirigeant" du Parti. La déclaration de leur mouvement d'"action démocratique", publiée dans *Ogoniok*, appelait tous les opposants au totalitarisme à les rejoindre (5).

Mais déjà vers le milieu de 1989, quelques uns des intellectuels libéraux les plus radicaux ont commencé à déclarer en public ce que beaucoup de leurs collègues s'étaient jusqu'alors contentés de dire en privé : leur réforme du marché, qu'ils affirment être la seule base économique pour une démocratie politique, ne peut être introduite par des moyens démocratiques. « Imaginons que notre leader décide d'introduire le marché » demande l'historien et écrivain libéral I. Kliamkin,



« peut-il le faire avec l'appui des masses ? Assurément non ! Notre population y serait opposée à 80 %. Le marché signifie la différenciation des revenus et des intérêts. Il faut travailler durement pour gagner sa vie » — notez le jugement implicite, très répandu dans l'intelligentsia libérale, selon lequel les travailleurs sont opposés au marché parce qu'ils sont paresseux et envieux. « Le problème — continue Kliamkin — est la classe ouvrière : elle est socialiste, or la revendication fondamentale du socialisme c'est l'égalité. Pour les travailleurs, la réforme économique est un moyen d'attaquer la justice sociale. »

Les travailleurs face aux réformes

La grève des mineurs a été interprétée à l'unanimité par les porte-parole officiels et par les journalistes comme un mouvement d'appui à la réforme économique. Mais, même sans une connaissance particulière de l'attitude des travailleurs, la façon routinière dont cette déclaration a été rabâchée suffisait pour émettre des doutes quant à sa validité. Mais Kliamkin n'a pas participé à cette litanie. Il a admis que les travailleurs veulent réellement moderniser la gestion économique, mais qu'ils exigent aussi la justice sociale. Pour Kliamkin, ces deux revendications sont incompatibles. Et ainsi, conclut-il, le démantèlement des vieilles structures politiques qui freinent les changements nécessaires est essentiel, « non pas pour développer la démocratie, mais pour renforcer le pouvoir du dirigeant de la réforme » (6).

Lors du second Congrès des députés du peuple, Eltsine, l'un des plus intelligents des politiciens libéraux, a attaqué la ténacité du programme économique gouvernemental, le traitant de compromis entre les intérêts de l'appareil et ceux du

peuple. Certes, il existe une opposition conservatrice dans l'appareil. Mais elle est divisée et en plein désarroi comme l'atteste la relative facilité avec laquelle Gorbatchev a aboli l'article 6. Durant les neuf derniers mois, les conservateurs ont commencé à jouer avec le populisme, mais ils n'espèrent pas gagner une base de masse significative, étant donné qu'ils sont discrédités par leur passé et manquent d'un programme positif. Et, à côté de cela, ils craignent qu'un mouvement populiste ne se re-

tourne à terme contre eux.

Ce qui sous-tend réellement la réforme, c'est la peur d'une "explosion sociale", que le nouveau pouvoir présidentiel a pour fonction d'empêcher. Cette crainte n'est pas nouvelle. Elle a déjà causé le report répété de la réforme des prix, qui est sans aucun doute l'élément clé de la réforme de marché du gouvernement. Une libération des prix conduirait à une inflation galopante et à une chute très importante du niveau de vie, en touchant durement ceux qui peuvent le moins y faire face. On annonce maintenant que cette réforme sera appliquée en 1991.

L'opposition populaire est également l'obstacle principal à l'établissement d'un secteur privé sur une large échelle. L'hostilité aux coopératives, qui sont de vraies entreprises privées utilisant en général du travail salarié, est extrêmement répandue. En juillet, les mineurs ont revendiqué la fermeture des coopératives de biens intermédiaires et, après la grève, leurs comités de travailleurs ont commencé à les fermer (7).

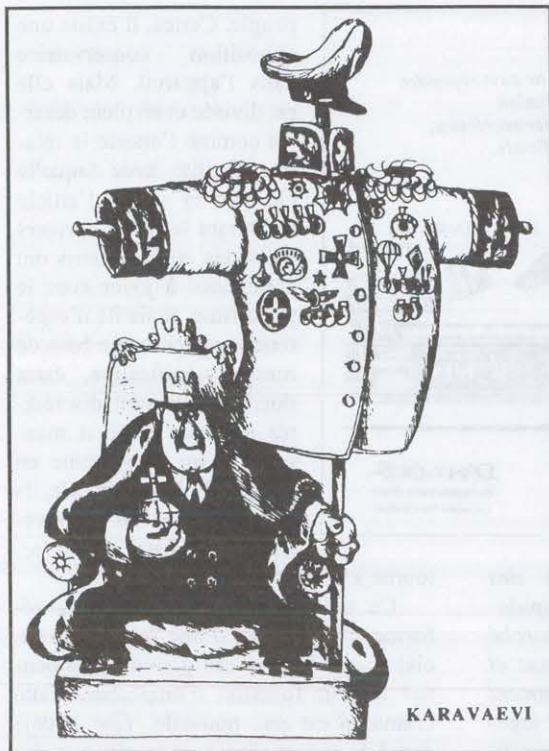
En résumant les résultats d'une enquête d'opinion sur la propriété privée, un sociologue libéral a conclu que « la propriété privée sous la forme la plus répandue dans les pays ayant une économie de marché n'est soutenue que par 25 à 30 % des gens. La majorité, tout en n'étant pas opposée à la propriété privée, veut qu'elle reste sur une échelle strictement limitée, dans des formes et des sphères d'activité tout aussi délimitées ». Il suggère qu'on introduise tout d'abord des formes de propriété groupée, basées sur le bail des travailleurs, les rachats d'entreprises par les travailleurs, et un actionna-

4) New York Times, 13 mars 1990.

5) *Ogoniok* numéro 8, 1990.

6) Cité dans E. Berard-Zaricka, "Pour une perestroïka autoritaire", *Les temps modernes*, février 1990.

7) Voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989.



riat, afin que les gens s'habituent à la propriété privée, parce que « des transformations plus radicales portent en elles-mêmes un risque d'explosion sociale. La conscience des masses est peut-être tout simplement incapable de supporter un tel bouleversement ». (8)

Le spectre de l'anarchie

Comme l'indiquait Kliamkin, l'obstacle principal à l'introduction des relations de marché est la conception de la justice sociale qu'ont les travailleurs. Un problème particulier est la conception populaire du "revenu non acquis", qui se traduit en russe par "revenu non travaillé". Le revenu qui provient de l'emploi de salariés et de la "spéculation", c'est-à-dire l'achat et la vente, sans apport de travail supplémentaire significatif justifiant la différence de prix, est donc considéré comme non gagné. De nombreux travailleurs, même ceux d'entre eux les plus tentés par le marché, qui disent soutenir les libéraux, rejettent fermement la dérégulation des prix, "le revenu non acquis", le chômage, la pauvreté, et la privatisation des services fondamentaux.

La grève des mineurs de juillet a intensifié de manière significative les craintes du gouvernement et de l'intelligentsia libérale quant à une "explosion sociale". Presque immédiatement, ont commencé à paraître des articles avançant le spectre de l'anarchie, du bain de sang et de la guerre civile. Cette campagne a réussi, de façon assez importante, à engendrer un sentiment d'anxiété et de

crainte, tout particulièrement chez la population qui ne travaille pas. Le but était de préparer psychologiquement le terrain pour la "main de fer". La grève des mineurs était, en fait, extrêmement pacifique, organisée et consciente, démentant les préjugés les plus courants selon lesquels les travailleurs représenteraient une masse ignorante, déclassée et fascisante. Mais cela n'a fait que les effrayer davantage, car une telle classe ne pourra pas être désarmée par des manipulations et des manœuvres de division. La grève a montré avant tout, comme l'admet Kliamkin, que l'incessant barrage idéologique des libéraux envers la classe ouvrière durant les trois dernières années n'a pas réellement réussi à « libérer les ouvriers de leurs stéréotypes du passé », c'est-à-dire à leur enlever leurs valeurs et leurs attitudes socialistes.

Si les nouveaux pouvoirs du président ne sont pas vraiment nouveaux en eux-mêmes, ils peuvent être compris comme faisant partie d'une opération visant à donner une nouvelle légitimité à Gorbatchev. Ce n'est pas par hasard que la même session qui a voté pour un système présidentiel a aussi aboli l'article 6 de la Constitution. Le système présidentiel est conçu comme une légitimation de l'usage du pouvoir d'Etat pour faire avancer la réforme économique du gouvernement.

Gorbatchev ne veut plus baser sa légitimité sur le parti. Car la légitimité du parti a non seulement été sévèrement érodée, mais elle est basée sur une idéologie socialiste qui n'existe pas dans la réforme de Gorbatchev. En tant que président, Gorbatchev peut affirmer posséder un "mandat démocratique" (bien que le Congrès qui a créé la présidence soit loin d'être un organe démocratique. Seulement deux tiers de ses membres ont été élus par le suffrage universel et ceci dans un contexte de parti unique). Bien sûr, Gorbatchev veut également se libérer des conservateurs de l'appareil du parti. La réhabilitation et l'éloge par l'Etat de l'Eglise russe — les prêtres dispensent maintenant des cours d'éducation religieuse dans certaines écoles — fait partie de la même opération. Récemment, Eltsine, qui a toujours du flair, a même flirté avec le nationalisme russe qui, jusqu'à présent, était resté l'apanage des conservateurs (9).

Les pouvoirs présidentiels doivent être appréciés dans le contexte de la tentative de Gorbatchev d'interdire les grèves

durant quinze mois en octobre 1989. Le Soviet suprême l'a accepté dans les secteurs miniers fondamentaux, dans l'énergie, les transports, l'industrie chimique et la métallurgie. Cela s'est produit juste après que le Soviet suprême gèle les salaires dans toutes les branches de l'industrie lourde. Parallèlement, il promulgait une loi sur la "solution des conflits du travail", que les travailleurs ont ressenti comme une loi sur "comment ne pas faire grève". Le gouvernement présentera bientôt un nouveau projet de loi sur les entreprises d'Etat qui restreindra la plupart des larges pouvoirs démocratiques donnés par la loi de 1987 aux collectifs de travailleurs, dont le droit d'élire leurs gestionnaires (mais il faut ajouter que ce droit à l'autogestion n'a été appliqué que dans de très rares cas).

Cela contraste de manière aiguë avec la position originelle de Gorbatchev, il y a trois ans, quand il déclarait que « le bien-être des travailleurs dépendra des capacités des gestionnaires. Les travailleurs devraient, donc, avoir les moyens réels d'influencer les choix des directeurs et de contrôler leurs activités » (10). Cela montre que le gouvernement s'est rendu compte que sa réforme du marché est incompatible avec l'autogestion. Le pouvoir des travailleurs, même limité au niveau de l'entreprise, représenterait un obstacle majeur à la fermeture des entreprises, aux licenciements et à la tentative de lier les salaires aux profits de l'entreprise.

Vérité politique

Gorbatchev a annoncé qu'il entendait utiliser ses pouvoirs présidentiels pour faire avancer rapidement la réforme économique. Cela devrait aider les travailleurs soviétiques à décider si leur situation sociale de plus en plus mauvaise — inflation, pénuries, corruption galopante — est le résultat d'une réforme insuffisamment avancée, comme le disent le gouvernement et les libéraux, ou le résultat de la réforme elle-même. Le moment de vérité politique approche rapidement en Union soviétique. Quelle que soit son issue finale, il tracera enfin clairement les lignes politiques et dissipera toute illusion chez les travailleurs soviétiques sur qui sont leurs vrais amis et sur quels sont les objectifs réels de la perestroïka par en haut. ★

28 mars 1990

8) Nedelya numéro 52, 1989.

9) New York Times, 14 mars 1990.

10) Pravda, 28 janvier 1987.

Entre espoirs et suspicions

Démocratie à Prague. Les murs et les fenêtres du centre ville sont couverts de tracts. Certains proposent des petites annonces pour des services, mais la plupart consiste en appels politiques émanant d'une myriade de groupes politiques formés récemment depuis l'Alternative de la gauche marxiste, libertaire, jusqu'à l'Union des républicains, qui revendique la libre entreprise et "entretient de très bons rapports avec Jacques Chirac". D'autres tracts parlent, par exemple, de l'expulsion de la minorité allemande du territoire tchécoslovaque après la Seconde Guerre mondiale. Partout, on trouve des portraits du père fondateur de la Tchécoslovaquie, Tomas G. Masarick (voir *Inprecor* numéro 299 du 11 décembre 1989), et de nombreux partis se réclament de ses idées. Dans les couloirs du métro, on fait signer des pétitions : l'une pour la mise hors-la-loi du Parti communiste, une autre contre la proposition des partis slovaques de changer le nom de la République de manière à mettre davantage l'accent sur la Slovaquie. Quoi qu'il en soit, le mot "socialiste" ne figure plus dans le nom du pays.

Colin MEADE



LES changements ne sont pas uniquement superficiels. Le 28 mars, le gouvernement tchécoslovaque a annoncé que les réformes suivantes prendraient effet le 12 avril : convertibilité de la monnaie ; liberté des prix et arrêt des prix subventionnés vers la fin de l'année ; suppression de la planification centrale et création d'un bureau pour la privatisation. Dans la mesure où l'économie tchécoslovaque est entièrement nationalisée, ces mesures auront des conséquences sociales et économiques incalculables sur le niveau de vie, les services publics et l'emploi.

Il semble que des divergences soient apparues au sein du gouvernement sur la vitesse d'introduction des réformes. Le Vice-premier ministre Václav Komarek, populiste, était favorable à une approche lente alors que le ministre des Finances, Václav Kaus, voulait aller plus vite. Ce dernier l'a emporté. Ces changements se produisent avant les élections de juin, mettant ainsi devant le fait accompli le peuple tchécoslovaque qui, qu'il le veuille ou non, aura du mal à revenir en arrière.

Quelles que soient les tensions à l'in-

térieur du gouvernement, il existe un large accord, y compris de la nouvelle direction du Parti communiste tchèque (PCT), sur le fait que les graves problèmes économiques et écologiques tchécoslovaques ne pourront être résolus que grâce à une forme quelconque de réforme de marché et à une ouverture aux capitaux occidentaux. C'est également l'opinion de la population.

D'après un sondage d'opinion réalisé à la fin janvier dernier, 68 % des personnes interrogées était favorable à des réformes de marché radicales et 63 % au développement rapide du secteur privé. Seulement 10 et 18 %, respectivement, ont fermement rejeté de tels schémas. Ces chiffres expriment le très profond rejet de décennies de mauvaise gestion bureaucratique qui a conduit à une augmentation du retard technologique et au gaspillage dans tous les domaines de la vie économique, ainsi qu'à une crise écologique gigantesque, dont le degré de pollution de l'air à Prague est la manifestation la plus apparente. Chaque soir, les informations s'achèvent par les chiffres du degré de gaz toxique dans l'atmosphère, chiffres qui, la plupart du temps, dépassent les normes de sécurité nationales et internationales. Après 42 ans d'un système supposé "socialiste", l'on s'aperçoit que



l'Ouest est tout simplement, *plus propre* !

Une brochure publiée par le Forum civique (FC) intitulée "La Tchécoslovaquie à la croisée des chemins" dresse un tableau apocalyptique du déclin économique du pays durant les dernières décennies. En 1937, la production par tête en Tchécoslovaquie était de 200 dollars contre 220 en Autriche et 255 en France. Les chiffres pour 1987 sont (selon des estimations) entre 5 000 et 8 000 en Tchécoslovaquie, 11 647 en Autriche et 12 739 en France. En outre, ces chiffres n'incluent pas le montant des ressources utilisées par chaque unité de production. Par exemple, en Tchécoslovaquie, chaque unité de production nationale consomme deux fois et demi plus d'acier qu'à l'Ouest. Chaque citoyen tchécoslovaque passe deux fois et demi plus de temps que son homologue occidental pour se procurer sa nourriture de base, et les chiffres comparatifs pour les biens électriques sont encore plus élevés. Transposés dans la vie réelle, de tels chiffres représentent davantage d'heures de travail pour un niveau de vie moindre. Pour parvenir à la prospérité occidentale, il est nécessaire d'utiliser ses méthodes. Cette simple affirmation domine toutes les discussions sur les questions économiques.

Importantes tensions

Cependant, derrière un consensus en faveur du marché, des tensions significatives existent dans la société autour des questions de démocratie, y compris de démocratie économique.

Lors de la "révolution de velours" de novembre, des millions de Tchèques et de Slovaques ont décidé de reprendre le contrôle de leur pays des mains de la clique arrogante et incompétente de bureaucrates qui l'avait dirigé pour son propre profit durant 42 ans. Chaque institution et lieu de travail a été affecté, à un degré ou à un autre, par cette révolte.

Cette vague démocratique continue à monter. Des centaines de regroupements politiques et d'intérêts sont apparus. Toute la gamme des partis politiques existe, dont les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates, les Verts, les libéraux et les conservateurs. Un bon exemple de la fermentation politique est l'apparition à la fois d'une association culturelle et d'un parti politique pour représenter les intérêts de la population roumaine, minorité importante et qui a subi le plus de discriminations. Un sentiment nationaliste important est réapparu en Slovaquie, rendu plus complexe par



l'existence dans la région d'une importante minorité hongroise qui est également en train de s'organiser. Le Parti communiste — qui a souffert d'une scission très forte et a perdu plus d'un tiers de ses membres depuis novembre — a changé radicalement de programme et demande maintenant un système multipartite tout en s'opposant à la privatisation.

Défense des homosexuels

Une revue indépendante très lue a publié un article appelant à réaliser des actions pour que la "minorité oubliée" du pays, les homosexuels, obtienne des droits et soit reconnue socialement. Des grèves se sont produites, souvent à cause de questions individuelles. Une grève des conducteurs de bus et de tram s'est déroulée à Brno à propos d'une décision controversée de planification dans la ville. Cette action a été organisée par le comité d'entreprise du syndicat indépendant qui s'est créé à partir des comités d'usine mis en place lors de la mobilisation pour la grève générale du 27 novembre (voir *Inprecor* numéro 298 du 27 novembre 1989) qui a sonné le glas de l'ancien régime.

Plusieurs pressions ont eu lieu pour que les conditions du service militaire changent — un service alternatif a finalement été autorisé, tandis qu'ont eu lieu des mouvements embryonnaires et controversés vers la formation de syndicats dans la police. En janvier, le Bulletin de l'Association indépendante pour la paix (NMS), groupe actif du mouvement dissident depuis quelques années, a publié des extraits de lettres provenant des casernes et racontant comment, même après novembre, les conscrits ne pouvaient pas se procurer d'autres journaux que le quotidien du PCT, *Rude Pravo* et les publications officielles de l'armée. La NMS a fait écho de grèves de la faim dans l'armée pour la mise en place immédiate d'une période de conscription plus courte. La NMS appelle les Forums civiques locaux et les étudiants à établir des contacts avec les casernes. La revue se plaint également du fait que la direction centrale du Forum civique (FC) se soit montrée indifférente, voire même hostile, à ces développements. Le 18 décembre, le ministre de la Défense a publié un décret interdisant les activités de tous partis politiques, mouvements ou Eglises dans l'armée.

A travers tout le pays, des Forums civiques existent dans les quartiers et les lieux de travail. Ils tentent de relayer les reven-

dications de tous les courants et groupes qui ne sont pas liés à la bureaucratie. Le Forum civique du quartier Zizkov 3 de Prague, par exemple, a organisé des commissions autour de questions comme la construction, et a entamé une enquête sur les propriétés non habitées du quartier, l'environnement et la sécurité. Il participe également à une campagne pour le déplacement d'un émetteur radio (dans le but de brouiller les émissions, dit-on) construit sur les ruines d'un ancien parc.

Le FC de Zizkov a pris au sérieux la décision de l'Assemblée fédérale d'enlever le rôle dirigeant du Parti de la Constitution, et a lancé une campagne pour la reconstitution de la branche locale du Comité national. L'actuel PCT qui domine le Comité national a refusé de coopérer ; en refusant de changer de position, ils ont rendu cette assemblée formellement incapable d'agir. Le FC a invité des gens du quartier à assister en observateur à la réunion et la session s'est transformée en "assemblée de citoyens". Après des négociations, le PCT a finalement fait marche arrière et, maintenant, ne détient plus que trois des quinze sièges du comité. Les organisateurs du FC se plaignent cependant du fait que les militants ne soient pas assez nombreux et qu'à l'extérieur de Prague, les FC soient souvent dominés par des bureaucrates qui se sont recyclés. Le FC de Zizkov promeut également la pétition visant à interdire le Parti communiste.

Méfiance

Ceux qui participent à la base sont souvent méfiants par rapport à ce qui se passe aux niveaux les plus élevés du FC, en particulier en ce qui concerne les négociations avec le PCT.

La majorité des tensions sont apparues à la surface à cause d'une dispute mineure, au premier abord, entre deux dissidents de longue date, aujourd'hui membres dirigeants du FC de la ville de Brno, Jaroslav Sabata et Petr Cibulka.

Sabata est le dirigeant du Forum civique de Brno et, selon *Le Monde* du 28 mars, il « *aurait trouvé un terrain d'entente avec les dirigeants communistes de la ville, permettant notamment au maire de l'époque, Josef Pernica, de res-*

ter au pouvoir jusqu'aux prochaines élections de juin ». Accusant Sabata de « *gouverner derrière des portes fermées* », Petr Cibulka a organisé des manifestations contre lui au nom de la démocratie directe. « *Le Forum civique doit écouter la voix du peuple* » a-t-il déclaré.

Cet incident a été largement commenté par la presse et par les principaux porte-parole du Forum civique et du gouvernement. Un meeting de la Charte 77 a applaudi Cibulka quand il a accusé les dirigeants du Forum civique de manipulation, mais la plupart des orateurs ont critiqué ses méthodes. Cibulka se présentera indépendamment du FC lors des élections de juin.

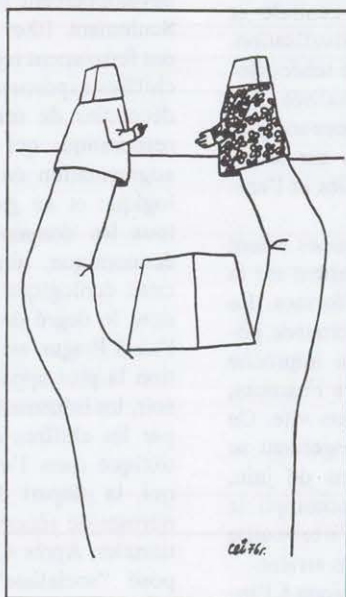
Possible frustration

Il existe un danger réel que la frustration face à la perte de vitesse des progrès de la révolution démocratique permette l'apparition d'un fort courant de radicalisme de droite, qui se reflète déjà dans la pétition pour interdire le PCT et dans les tentatives d'écarter de la vie publique ou même de leur travail ceux qui appartiennent auparavant au PCT. Il existe de nombreuses rumeurs quant à l'infiltration "crypto-communiste" des partis nouveaux ou rénovés, ce qui a probablement une part de vérité.

Les cercles des élites bureaucratique — qui ont effectué un virage à 180 degrés après novembre en élisant Havel à la présidence, avec la même unanimité qu'ils mettaient auparavant à l'accuser — sont relativement capables de trouver de nouveaux terrains d'actions à l'extérieur du PCT. La découverte du fait que nombre de nouveaux leaders en Allemagne de l'Est travaillaient pour la *Stasi* devrait nous rappeler que, quelles que soient leurs politiques actuelles, les vieux partis

satellites des fronts nationaux dominés par les communistes étaient partie prenante de l'ancien régime. Mais ce sont précisément ces partis — le Parti du peuple et le Parti socialiste tchécoslovaque dans les Pays tchèques et le Parti démocratique en Slovaquie — pour lesquels on pronostique de bons résultats lors des élections de juin.

On a même émis des soupçons à l'égard des sociaux-démocrates et des Verts, ainsi que du tout récent Parti agrarien. Cette inquiétude est renforcée par des rumeurs sur le fait



que la Sécurité d'Etat (*Statni Bezpecnost*, StB) continue à fonctionner. Dans le premier gouvernement formé après novembre, le PCT a tenté de conserver le ministère de l'Intérieur, mais il a été forcé de le céder à un non-communiste, Richard Sacher. Quinze jours après sa nomination, la StB a été abolie — laps de temps suffisant pour se débarrasser du matériel compromettant.

Opposition au revanchisme

Le danger est que la colère légitime vis-à-vis du fait qu'"ils" puissent s'en sortir, et que des éléments vitaux de l'ancien régime soient protégés et préservés, aboutisse à une radicalisation vers la droite, qui, à son tour, redonnerait vie au PCT mourant et à son projet d'unifier la gauche.

Les éléments de l'ancienne opposition démocratique qui participent maintenant au gouvernement sont conscients de ce problème. Le nouveau président, Vaclav Havel, a exprimé son opposition à une politique revancharde envers les membres du PCT et, dans ses principaux discours, il a mis constamment l'accent sur la participation politique comme base du nouvel ordre. Dans son message de Nouvel an, Havel a insisté sur le fait que la force qui permettra aux Tchèques et aux Slovaques de dépasser le passé était l'énergie humaine surgie en novembre : « *Après des siècles, nos deux nations se sont consolidées par elles-mêmes, ne dépendant pas de l'aide d'Etats plus forts ou de l'une ou l'autre des grandes puissances. Il me semble que c'est le grand défi moral du moment : il renferme l'espoir que bientôt nous ne souffrirons plus du complexe de ceux qui doivent constamment dire merci. Maintenant, il ne dépend que de nous que cet espoir devienne réalité et que notre confiance civique, nationale et politique réapparaisse d'une façon entièrement nouvelle* ».

En outre, lors de ses visites à l'étranger, Havel n'a pas hésité à mentionner des questions telles le retrait des troupes américaines d'Europe. Cependant, sa conviction selon laquelle « *la politique n'est pas simplement l'art du possible* » va rapidement être étouffée par les réalités du pouvoir politique si elle n'est pas épaulée par une conception démocratique globale.

Et c'est là que les choix politiques et les questions idéologiques deviennent inséparables. Mais très imprégné des valeurs occidentales, et rejetant toute perspective socialiste globale, l'opposition de son gouvernement à la forte envie de revanche peut même apparaître comme n'étant rien d'autre que de la collaboration avec l'ancien régime. Dans le do-

maine économique, la conviction que le marché est une bonne mesure de la valeur de l'activité humaine exclue tout contrôle conscient de la politique économique. Cela signifie également que la spéculation et l'utilisation de postes politiques à des fins de profits privés devraient être tolérées. De plus, au niveau politique, la préservation d'un Etat libéral séparé et au-dessus de la société implique que les forces répressives ne soient pas réellement démantelées.

Quel est le rapport entre cette façon de raisonner "entièrement nouvelle" et le fait de se subordonner au marché capitaliste mondial et aux intérêts des puissances impérialistes agressives comme les Etats-Unis ou l'Allemagne de l'Ouest ? Est-ce que le gouvernement Havel — et les autres nouveaux gouvernements d'Europe de l'Est — est prêt à prendre appui sur l'opinion publique et les principes démocratiques quand cela entrera en conflit avec la politique des puissances occidentales ? Comment le gouvernement répondra-t-il à la résistance aux changements économiques venue d'en-bas ? Est-ce que la nécessité de placer l'être humain au centre de la politique, qu'Havel a exposé

de manière si éloquente, prévaudra quand cela entrera en conflit avec les intérêts des investisseurs étrangers potentiels ? Et, plus concrètement, le gouvernement "ouvrira-t-il les livres" de la police pour s'assurer que les anciens réseaux ne pourront plus opérer secrètement et admettra-t-il la validité des revendications de démilitarisation de la société ?

La réponse à de telles questions ne réside pas uniquement, ni même principalement, dans le gouvernement lui-même. Les petites forces, telles l'Alternative gauche et d'autres qui croient en une réelle démocratie et ne sont pas prêtes à sacrifier les conquêtes de novembre sur l'autel de la *realpolitik* peuvent avoir un impact bien plus important que le nombre de leurs partisans, en éloignant la jeunesse radicalisée de la droite. Alors, une étape nouvelle et plus profonde de la révolution tchécoslovaque sera ouverte. ★

3 avril 1990



A qui profite l'anti-communisme ?

Quatre mois après la "révolution de velours" de novembre 1989, l'opposition triomphante en

Tchécoslovaquie se trouve dans une impasse. Des rumeurs abondent sur le fait que la police essayerait de diviser l'opposition, et il existe une grande inquiétude quant au fait que les forces de l'ancien régime seraient en train de se recycler sous de nouvelles formes. En même temps, le nouveau gouvernement lui-même est accusé de lenteur quant à l'épuration de la police et l'armée.

Dans cette atmosphère, une pétition pour interdire le Parti communiste a reçu un appui considérable. Nous publions ici de larges extraits d'un commentaire de notre camarade Petr Uhl sur cette situation, publié dans le journal tchécoslovaque indépendant *Lidové noviny*.

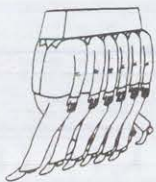
Petr UHL

Le mécontentement vis-à-vis du Forum civique (FC) a augmenté durant ces dernières semaines. Dans les districts et les communes, dans les entreprises et les institutions, les vieilles mafias bureaucratiques continuent à fonctionner, et dans les forums civiques locaux les "retournements de vestes" sont la règle. Les gens pensent que la purge des services armés se déroule avec une lenteur scandaleuse. La police secrète (StB) n'a pas encore été totalement abolie. La préférence du FC pour la politique de couloirs est critiquée de plus en plus fortement, tout comme son manque de démocratie.

Cependant, si nous sommes d'accord pour dire que la possibilité d'un putsch armé a été éloignée, nous devons aussi accepter que, pour résoudre ces questions, une préparation soignée, une prévoyance et une large ouverture d'esprit sont préférables pour notre démocratie à

la précipitation ou, pire encore, à la volonté de revanche, au châtement et à la satisfaction personnelle.

L'effondrement des structures bureaucratiques durant les premières semaines a été étonnamment rapide. L'éthique de la Charte 77 — sa priorité aux droits de l'homme, l'offre d'un dialogue avec le régime précédent, la tolérance et la conviction explicite que la liberté de parole et de réunion s'appliquerait à tous ceux qui seraient prêts à respecter les règles démocratiques — tout ceci a conduit à l'organisation de tables rondes à chaque niveau, durant la passation pacifique des pouvoirs législatif et exécutif. En conséquence, les communistes ont appuyé Vaclav Havel qui, comme président, représente une garantie de justice et de sécurité pour eux et pour leurs familles. Pour cette raison, une majorité des membres du Parti communiste s'es aussi sentie libérée par la révolution. Elle a ouvert pour eux la perspective d'une vie nouvelle. Beaucoup ont quitté le parti et ceux qui y sont restés — peut-être à cause d'un sentiment de propriété — se sont graduellement libérés de sa discipline. Il existait l'espoir que la majorité d'entre eux ne voterait pas pour la Parti communiste tchèque (PCT) lors des élections. (...)

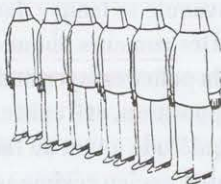


Maintenant que les structures de l'Etat et que le PCT en tant que tel ont éclaté et ont été remaniés à tel point qu'il est évident que le vieil ordre ne pourra plus être restauré, nos "révolutionnaires" ont lancé une offensive effrénée contre le communisme et les communistes. Un phénomène culturel spécifique est présent : le PCT a toujours promu — et, malgré sa faiblesse, il le fait encore plus vigoureusement aujourd'hui — un aspect extérieur petit bourgeois. Toute la force de notre révolution s'est lancée contre cette mentalité petite bourgeoise. Cependant, parallèlement, nous y avons incorporé aussi, comme dans chaque autre révolution, un esprit petit-bourgeois, enragé, avec une soif de revanche et de solution finale. Une parcelle de ce petit bourgeois vit dans chacun d'entre nous, même si certains essayent de le supprimer.

« Comment se comportaient-ils donc ? » « Ils n'étaient pas si tendres avec nous. » Ces expressions font froid dans le dos des personnes qui, précisément, ont été les victimes des communistes, ou qui occupent des positions où

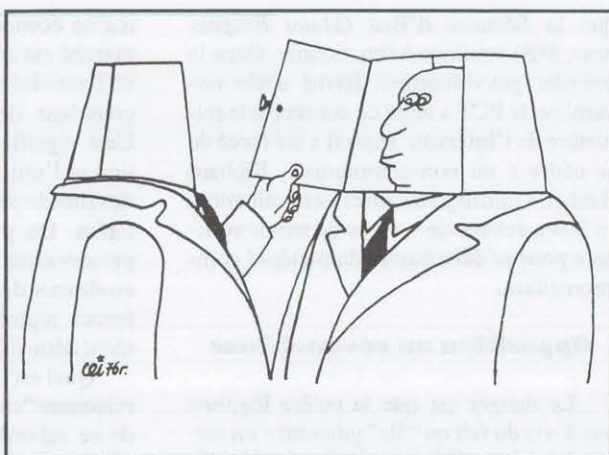
ils sentent qu'ils ont eu des responsabilités envers d'autres gens, et qui refusent donc d'accuser tous les communistes sans avoir la preuve concrète qu'ils ont — personnellement — réellement fait du mal. Allons-nous répéter l'expérience des purges de 1969-1970 ? Ceci dit, évitons les malentendus : il n'y a aucune raison pour que les fonctionnaires de la StB arrêtent des salariés qui ne se rendent pas à leur travail et je ne pense pas que les dirigeants des départements régionaux de la police devraient garder leur emploi. Je ne crois pas non plus que les forums civiques locaux devraient être dirigés par des fonctionnaires du parti ou d'autres mafiosi. Mais le problème est ailleurs.

Les élections vont arriver. Ou nous proclamerons le PCT organisation criminelle et nous essayerons de condamner ou de persécuter tous ses membres, ou nous continuerons le dialogue avec toutes les composantes de la société, donc, y compris les communistes, et nous refuserons toute discrimination. Si nous entamons des poursuites judiciaires contre des membres du PCT, ou si nous devons les démettre de leurs fonctions, cela doit être fait sur la base de preuves concrètes de leurs crimes et non tout simplement parce qu'ils ont appuyé l'ancien régime. Sinon, les anciens dissidents pourraient accuser d'avoir soutenu l'ancien régime tous ceux qui ont voté lors des élections, qui participaient au mouvement syndical officiel ou qui n'ont pas signé le document dissident "Quelques phrases".



En même temps, de nombreuses personnes disent qu'il n'est pas nécessaire de mettre le PCT hors-la-loi, mais qu'il faut simplement dénoncer les communistes. Tant les actuels que les anciens. Même ceux qui ont quitté le PCT il y a vingt ans, mais qui en étaient membres dans les années 50. Il ne s'agit pas d'une invention, mais tels sont les réels accents de la vague actuelle d'anti-communisme primaire et global.

Cette démagogie, qui appelle la population à une guerre "juste" contre les communistes, utilise une terminologie trompeuse. On se renvoie des slogans tels que "démocratie d'en bas", "démocratie di-



recte", "révolution permanente". En tant que personne qui utilise cette terminologie depuis des années, je dois catégoriquement dire que le fanatisme et l'esprit de vengeance n'ont rien à voir avec leur contenu réel. Cela ne veut évidemment pas dire que notre révolution ne devrait pas se référer constamment à ces idées ou lutter pour qu'existe la démocratie pour tous, en complétant sa base parlementaire par l'autogestion et la démocratie directe. Les conflits sociaux, la lutte autour de la propriété des moyens de production et la période de deux ans pour préparer une Constitution et le développement de la vie politique nous en donnerons de nombreuses opportunités.

Mais à qui profite cette vague croissante d'anti-communisme effréné ? La réponse se trouve dans les enquêtes d'opinion publique. La popularité du Forum civique est en train de diminuer et tous ceux qui sont menacés se regroupent. Sans cette campagne, le PCT aurait probablement perdu encore plus de monde et aurait eu du mal à dépasser la barrière des 5 %. Si la campagne se renforce, nous pouvons nous attendre à ce que le PCT recueille entre 20 et 30 % des voix. Les résultats des élections locales de l'automne pourraient être encore pire. Les gens qui voteraient dans ce sens ne voteront pas pour un programme global, mais pour des institutions qui défendraient leurs droits fondamentaux — un travail qui corresponde à leurs qualifications, le droit de leurs enfants à l'éducation, etc.

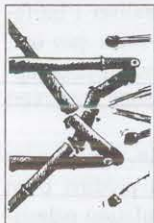
Nous pouvons cependant nous demander qui est responsable de cette campagne. Et nous pouvons nous demander si ces gens se rendent compte combien le comité central du PCT se frotte les mains de plaisir. Dans des cas individuels, nous devons même nous demander si cette convergence d'intérêts entre anti-communistes et apparatchiks communistes est accidentelle ou si quelqu'un les manipule. ★

21 mars 1990

La course aux rabbins

« C'est une manœuvre très intelligente. Les différents partis se sont mis d'accord pour bloquer les négociations, et créer des conditions favorables pour donner un grand coup à l'Intifada... ». C'est en ces termes que Fathi Abu Dakka de Naplouse conclut son analyse des différents événements qui ont amené à la chute du gouvernement Shamir. Comme tous ses compatriotes, Fathi analyse la réalité israélienne en termes de rationalité politique et d'intérêts nationaux, et refuse de prendre au premier degré la farce qu'il a vue pendant plusieurs jours à la télévision. Pourtant, quiconque connaît la scène politique israélienne un peu plus à fond ne sentira aucun besoin de trouver une rationalité politique plus profonde aux pitreries qui ont fait, pendant une semaine, la une de la presse locale.

Michel WARSHAWSKI



L'INTIFADA palestinienne avait poussé les deux grandes formations politiques à mettre sur pied un gouvernement d'union nationale, afin de pouvoir faire face à la pression qui en résulterait en faveur d'un règlement pacifique. Mais la ténacité de la population palestinienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza allait provoquer une polarisation dans la société israélienne et au sein même du gouvernement.

C'est pour maintenir l'Union sacrée et relancer la balle du refus dans le camp palestinien que le Premier ministre Shamir acceptait, en mai 1989, les grandes lignes du "plan de paix" de son ministre de la Défense, Rabin, à savoir des négociations avec une délégation de Palestiniens des territoires occupés pour préparer des élections devant déboucher sur un statut d'autonomie élargie. Pour Shamir, et il ne l'a jamais vraiment caché, ce plan n'était pas opératoire, son seul but étant de gagner du temps en espérant que les Palestiniens le rejeteraient tôt ou tard ; pour les travaillistes, au contraire, il était devenu de plus en plus évident que l'intérêt d'Israël exigeait un déblocage de la situation, et que le plan Rabin-Shamir offrait les conditions optimales pour une solution politique.

Les travaillistes avaient un avantage important : leur politique s'adaptait par-

faitement à celles de Washington et du président égyptien, et le ministre Weizman, qui représente au sein du gouvernement la gauche travailliste pour qui l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) doit être ouvertement intégrée au processus négocié, se chargeait même de coordonner les initiatives israéliennes avec Yasser Arafat.

La tentative de Shamir d'exclure Weizman du gouvernement (voir *Inprecor* numéro 300 du 12 janvier 1990), voire de l'inculper pour contacts avec l'ennemi a fait long feu, ce qui a renforcé l'aile droite du Likoud qui, depuis longtemps, affirme que l'interprétation travailliste est la plus réaliste et que le plan de paix ne mène pas à une impasse mais à des négociations indirectes avec l'OLP.

Pris entre deux feux

Il devenait de plus en plus clair que le "malentendu" autour de l'initiative de paix israélienne, comme on l'appelle, ne pouvait plus continuer longtemps. Si Shamir et Rabin ont continué à chercher des formules susceptibles de ménager la chèvre et le chou, à savoir surtout l'unité du gouvernement, ils se sont de plus en plus heurtés à une coalition large de ceux qui, dans le Likoud et chez les travaillistes, voulaient se débarrasser du Premier ministre Shamir.

La "modération" de Shamir est devenue le cheval de bataille de tous ceux qui, au sein du Likoud, convoient la direction du parti et du gouvernement et, en particulier d'Ariel Sharon et du vice-Premier ministre, David Levy. Il y a six mois déjà, ils avaient réussi à imposer au Comité



central du Likoud toute une série de limitations au plan Shamir, le rendant de fait inopérant. C'est à partir de ce moment que le président du Parti travailliste, Shimon Pérès, a commencé à manœuvrer pour mettre sur pied un gouvernement de coalition entre les travaillistes et les religieux. Coincé entre les "faucons" de son propre parti et le Parti travailliste soutenu par Washington et Le Caire, Shamir a renforcé son alliance avec Rabin qui ne voulait en aucun cas que le gouvernement d'union nationale tombe et que Shimon Pérès devienne Premier ministre.

Shamir, champion du monde toutes catégories de l'immobilisme, a joué la montre : comme un élève qui ne sait pas répondre à un examen, le Premier ministre israélien a demandé aux Américains toute une série de clarifications, puis exigé des garanties, puis ajouté des conditions nouvelles au plan qui porte son propre nom, jusqu'au jour où le secrétaire d'Etat américain, Baker, a dit « ça suffit comme ça, c'est oui ou c'est non ? ».

C'est exactement ce qu'attendaient à la fois Pérès et les "faucons". Pérès a exigé un vote au cabinet. Sharon et Levy ont exigé un rejet de l'ultimatum américain au Comité central du Likoud. Shamir a empêché le débat au Comité central et en sabotant le vote des délégués de son propre parti, il a repoussé par deux fois le vote exigé par Pérès au Cabinet.

Rabin, quant à lui, a continué à trouver des compromis entre le chef du Likoud et celui de son propre parti jusqu'au 11 mars dernier, date à laquelle Shamir a décidé de sortir de l'attentisme qui le caractérise et d'exclure Pérès de son gouvernement. Rabin a été obligé de se

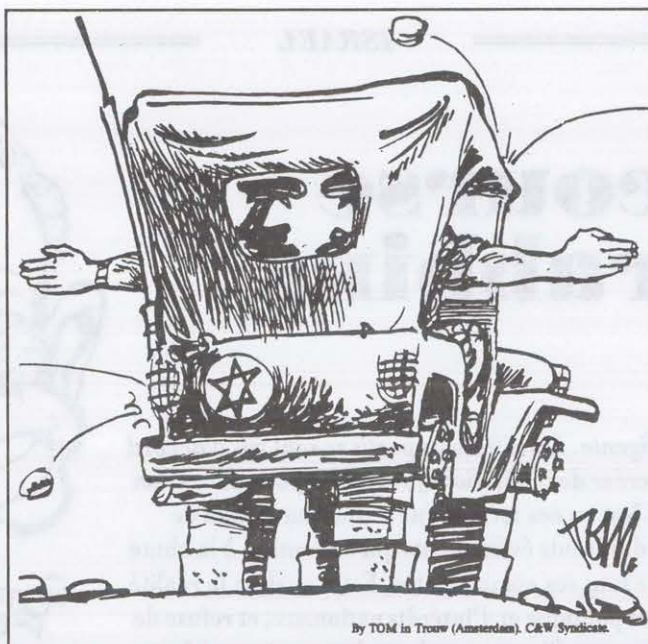
joindre aux autres ministres travaillistes qui ont démissionné en solidarité avec Pérès. Shamir était persuadé que les promesses faites par les partis religieux à Pérès, comme quoi ils voteraient pour la chute du gouvernement Shamir, n'étaient que du bluff. C'est là qu'il s'est, une fois de plus, trompé.

Alors que Shamir n'était pas certain d'avoir le soutien de tous les députés du Likoud, sans parler de l'extrême droite qui le juge trop modéré, Pérès pouvait compter sur l'ensemble des voix des formations de gauche qui toutes voulaient mettre à bas le gouvernement Shamir. Mais ce n'était pas suffisant pour avoir la majorité à la Knesset : les voix des partis religieux allaient, une fois de plus, décider du sort du gouvernement. Le Parti national religieux, qui se trouve depuis plusieurs années à l'extrême droite allait soutenir Shamir ; le Parti intégriste Agudat Israël avait depuis plusieurs mois promis son soutien à Pérès, Shamir ayant cyniquement refusé de respecter les accord qu'il avait signé en déclarant « *vous pouvez les mettre au musée* », provoquant ainsi leur départ du gouvernement, il y a huit mois. Il restait les deux autres formations intégristes dont le vote n'était pas évident : les deux députés du Deguel Hatorah et les six députés du Parti Chass.

La mascarade

Pendant cinq jours, ministres travaillistes et ministres du Likoud se sont succédés, coiffés de la calotte, dans les antichambres de vieillards, dont la plupart ne parlent pas l'hébreu, pour leur expliquer les grandes lignes de leurs stratégies, sans oublier d'alléchantes subventions pour leurs institutions. Car, pour les partis intégristes, ce ne sont pas les institutions dirigeantes qui décident, mais des conseils de sages composés de vénérables — et souvent séniles — rabbins.

Le sommet de cette mascarade a été atteint cinq minutes avant le vote sur la motion de censure, quand Shamir a demandé une suspension de séance pour se rendre chez le grand rabbin Ovadia Yossef, autorité incontestée des Juifs orientaux et patron spirituel du parti intégriste Chass. Ce dernier a soumis un ultimatum à Shamir et Pérès : le premier devait s'engager à accepter les propositions du secrétaire d'Etat américain et à réintégrer les ministres travaillistes dans son gouvernement, auquel cas le dirigeant travailliste promettait de ne pas tenter de former un gouvernement alternatif jusqu'aux pro-



chaines élections. En acceptant la proposition du grand rabbin, Shamir perdait la face ; en la rejetant, il perdait le soutien du Chass et donc la majorité. Shamir a choisi de perdre la première manche et de voir, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, son gouvernement renversé par une motion de censure.

Dès la chute du gouvernement, il est devenu clair que ni Shamir ni Pérès n'avaient de majorité parlementaire pour former un nouveau gouvernement, et Rabin s'est empressé de pousser à la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale, ce qui était le meilleur moyen d'empêcher Pérès de devenir Premier ministre. Mais, contrairement à ce qui s'est passé il y a un an et demi, le président de l'Etat, Haim Herzog, ne s'est pas laissé tenter par cette solution de facilité et a nommé Shimon Pérès candidat à la formation d'un nouveau gouvernement.

Une victoire de l'intifada

La raison en est simple : depuis la formation du gouvernement d'union nationale, l'Intifada n'a pas pu être neutralisée, et a su imposer une polarisation politique dans la classe dirigeante israélienne : solution militaire, c'est-à-dire répression massive, détention de dizaines de milliers de Palestiniens, ou ouverture de négociations ne serait-ce qu'indirectement avec l'OLP ; la voie médiane n'existe plus et les douze mois de répit qu'avaient donné les Américains touchent à leur fin. En ce sens, Yasser Arafat a raison quand il affirme : « *Le soulèvement dans les territoires occupés a fait s'écrouler le front ennemi. Pour la première fois, un gouvernement israélien tombe grâce à notre lutte et grâce à l'initiative de paix palestinienne.* » La question est de savoir qui va

composer le nouveau gouvernement, et quelle va être sa politique.

Comme l'ont confirmé les déclarations des autorités rabbiniques contrôlant les partis intégristes, il existe à la Knesset une claire majorité pour la solution négociée. Si Pérès parvient à neutraliser son frère ennemi Rabin, il a de bonnes raisons d'espérer être le prochain Premier ministre. Auquel cas, le nouveau gouvernement répondra positivement aux dernières propositions du secrétaire d'Etat Baker et, après une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères égyptien, les négociations avec une délégation palestinienne ratifiée par l'OLP s'ouvriront.

L'intérêt de Pérès est, dans une première étape, de ne pas faire traîner les choses, afin de persuader les Palestiniens d'une part, et l'opinion publique et internationale de l'autre, que le « processus de paix » est sorti de l'ornière où Shamir l'avait embourbé. Dans la mesure où la première étape est couronnée de succès, le gouvernement israélien pourra s'atteler à la tâche difficile de neutraliser l'Intifada, en créant un nouveau *statu quo* qui, selon la vieille tradition travailliste est appelée à durer indéfiniment sous le couvert du provisoire.

Ce que ni Pérès ni Rabin, ni même les doctes rabbins ne peuvent prédire, c'est dans quelle mesure la population palestinienne des territoires occupés est prête à jouer leur jeu et à remettre en question les acquis de deux ans et demi de lutte exemplaire et de très lourds sacrifices. ★

2 avril 1990

Arafat soutient Pérès

Le parlement israélien, la Knesset, devait se réunir en session extraordinaire, le 11 avril prochain, pour que Simon Pérès puisse présenter son gouvernement.

Le 5 avril, le leader de l'OLP, Yasser Arafat, avait franchi un nouveau pas dans sa politique d'alignement sur les *desiderata* de Washington, en déclarant à Rome, avant de rencontrer à nouveau le pape : « *J'ai demandé aux députés arabes à la Knesset de voter pour Pérès, et c'est la première fois que cela arrive.* »

C'est le cas de le dire ! Nous reviendrons dans un prochain numéro sur ces déclarations d'Arafat et la formation du gouvernement israélien. ★

S.J.

Crise de perspectives



Durant l'année 1989, la vie politique japonaise a surtout été marquée par les scandales de corruption et de sexe qui ont agité les hautes sphères. Malgré les sondages qui le donnaient perdant et la poussée du Parti socialiste (PSJ), le Parti libéral démocratique (PLD, au pouvoir depuis 35 ans) a réussi à remporter les élections législatives (Chambre basse) du 18 février dernier (1).

En revanche, le recul du mouvement syndical combatif s'est accentué par la fusion syndicale de l'automne dernier, qui a donné naissance à une nouvelle centrale droitnière, le Rengo no Kai. En dehors du mouvement des femmes qui est en plein essor, la gauche et l'extrême gauche japonaises sont entrées dans une période de crise de perspectives.

Inprecor a rencontré Osamu Hino, membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section japonaise de la IVe Internationale) pour faire le point sur la situation politique.



INPRECOR : *Comment peut-on expliquer l'apparent paradoxe entre la crise du PLD et sa victoire électorale, alors qu'il était donné perdant dans les sondages ?*

Osamu HINO : Aux élections sénatoriales (Chambre haute) du 23 juillet 1989, le PLD a perdu la majorité qu'il y détenait depuis les années 50. Par la suite, toute la politique japonaise s'est donc focalisée sur le résultat des élections législatives de février 1990. Durant toute la campagne, le PLD a martelé que l'enjeu était le choix entre capitalisme et socialisme.

En revanche, le Parti socialiste (PSJ) a formé une alliance avec le Komeito — un parti bouddhiste petit-bourgeois — et le Parti socialiste démocratique (PSD) droi-

tier, basant sa campagne sur la formation d'un gouvernement de coalition entre ces forces en cas de victoire.

Les raisons de la crise du PLD sont triples. En premier lieu, plusieurs de ses dirigeants de haut niveau ont été impliqués dans l'affaire de corruption de Recruit (2) et dans des scandales sexuels. Deuxièmement, l'introduction d'un nouvel impôt sous forme de TVA a été fort mal accueilli par la base du PLD. Et finalement, le projet de libéralisation des prix du riz, à la suite d'un conflit aigu entre les Etats-Unis et le Japon, a attisé la colère de la majorité de la paysannerie. Un nombre significatif de paysans, qui étaient auparavant le pilier du PLD, lui a retiré sa confiance. En fait, le PLD a officiellement annoncé qu'il s'opposerait à cette mesure, mais les paysans savaient parfaitement qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre. Tôt ou tard, le gouvernement

sera obligé de faire des concessions aux Américains. D'ailleurs, cette question des prix du riz sera tranchée en novembre prochain, lors d'une réunion du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, institution liée aux Nations-Unies].

Au-delà de ces raisons immédiates, d'autres facteurs plus profonds expliquent le recul du PLD. Le principal est le développement d'un nouveau mouvement des femmes au Japon. Le PSJ a élu une femme, Mme Doi à la tête de son parti et, en conséquence, les voix de nombreux groupes de femmes se sont reportées sur le PSJ.

◆ *Mais le PLD a réussi à remonter la pente...*

Dans les six mois qui ont suivi sa défaite aux élections sénatoriales, le PLD a révisé le système de TVA, de manière à protéger certains petits boutiquiers. Par ailleurs, il a remplacé sa tête de liste, trop compromise dans les scandales. Il a également dépensé 3 milliards de yens (!) pour sa campagne électorale.

En revanche, l'opposition a été incapable de présenter une alternative claire. Le Komeito et le PSD ont fait une campagne de plus en plus droitnière et, en réalité, il n'y avait pas de réel consensus entre ces partis et leur allié, le PSJ, dont la campagne était on ne peut plus floue.

C'est ainsi que le PLD a pu éviter la défaite. Cependant, grâce au soutien des femmes et des groupes critiquant la nouvelle TVA, le PSJ a pu progresser, alors

1) Lors de ces élections, le PLD a obtenu 46 % des voix et garde la majorité absolue avec 275 députés sur 512, malgré un recul de 25 sièges par rapport aux élections de 1986. Le Parti socialiste a obtenu 24,3 % des voix et a progressé de 51 sièges ; le PC a obtenu 8 % et a perdu 10 sièges ; le Parti bouddhiste a également obtenu 8 % des voix et perd 11 sièges ; le Parti social-démocrate perd quant à lui 12 sièges, avec 4,8 % des voix.

2) Scandale politico-financier et de corruption dans lequel de nombreux ministres et personnalités du PLD — et de l'opposition — ont été impliqués, ainsi que le Premier ministre Takeshita qui aurait touché la bagatelle de 151 millions de yens (1 dollar = 159 yens). Celui-ci a dû démissionner en avril 1989.

que le Komeito et le PSD reculaient. La situation politique reste néanmoins instable, puisque le PLD, majoritaire à la Chambre basse, est minoritaire à la Chambre haute. Le PLD a appelé tous les partis à un "consensus national", compte tenu de la sévère concurrence économique avec les Etats-Unis. Le PSJ n'ayant aucun argument à opposer à ce genre de démagogie, on n'assiste pour le moment à aucune confrontation sérieuse entre le gouvernement et l'opposition ; au contraire, des négociations secrètes se déroulent.

◆ *Quelle est la situation dans le mouvement ouvrier, après la fondation de la centrale syndicale Rengo ?*

Rengo no Kai, la Fédération des syndicats de tout le Japon, a été fondée en automne 1989, à la suite de la fusion entre la centrale syndicale Sohyo, proche du PSJ, et la centrale Domei, proche du PSD, ainsi que Churitsu Roren (syndicat indépendant non lié à une centrale nationale). Rengo possède huit millions d'adhérents et organise l'écrasante majorité des travailleurs. C'est un événement historique qui marque la fin du syndicalisme réformiste traditionnel, tel qu'il a existé depuis les années 50.

Aujourd'hui, il existe deux autres centrales nationales outre Rengo. Zenroren, proche du PC, regroupe un million et demi de membres, alors que Zenrokyo, un courant indépendant de gauche, possède près d'un demi million de membres. Zenrokyo n'est pas une fédération nationale officielle, mais plutôt un regroupement de syndicats indépendants qui sont restés extérieurs aux deux principales fédérations. Il regroupe aussi des partisans du PSJ et du PC. Le Syndicat des travailleurs de la municipalité de Tokyo, par exemple, a décidé de rejoindre Zenrokyo, car il n'a pas pu trancher entre Rengo et Zenroren, la moitié de ses membres étant pro-PC, l'autre moitié pro-PSJ. Ce n'est pourtant pas un syndicat très combatif. Le réel courant lutte de classe au sein de Zenrokyo ne regroupe que près de 50 000 militants.

Les origines de cette situation remontent en fait aux années 60, lorsque la majorité des syndicats du privé ont quitté, sur une base droitière, le syndicat réformiste de gauche Sohyo, proche du PSJ. Sohyo a donc été essentiellement limité au secteur public. Par la suite, lors de la "crise du pétrole" de 1974-1975, qui a posé de sérieux problèmes à l'économie japonaise, la bourgeoisie a lancé une offensive de grande envergure, avec des restructurations, des rationalisations, et de nombreux licenciements. Le mouvement syndical a été incapable d'y résister et a

dû constamment reculer. Sohyo a perdu tout ce qui lui restait dans le secteur privé. En automne 1981, un processus de fusion a eu lieu dans le secteur privé, prélude à la formation de Rengo.

Mais après cela, cette offensive anti-ouvrière, menée par le gouvernement japonais avec le soutien des bureaucrates syndicaux, s'est aussi étendue au secteur public. Un des points forts de cette offensive a été la privatisation de la compagnie nationale des chemins de fer, où était organisé un puissant syndicat combatif. Le Syndicat des cheminots, l'un des derniers piliers du syndicalisme réformiste de gauche, comptait 250 000 membres en 1980, mais est réduit aujourd'hui à 35 000 adhérents. L'écrasante majorité des syndicats de ce secteur est affiliée à Rengo.

Le Syndicat des cheminots, désormais minoritaire, essaye toujours de résister aux licenciements et a organisé une série de grèves, mais n'a plus désormais la possibilité de paralyser l'ensemble de l'économie, comme par le passé. La situation des syndicats indépendants est donc très difficile.

◆ *Quelles sont les particularités de Rengo ?*

Les dirigeants de Rengo sont particulièrement liés aux grandes entreprises privées et aux multinationales, par exemple dans l'industrie automobile. Dans ces secteurs, les bureaucrates syndicaux soutiennent totalement leurs entreprises. Ils se sont notamment prononcés pour la libéralisation des prix du riz, non pas par internationalisme, mais parce que, selon eux, un tel accord avec l'impérialisme américain permettrait aux compagnies japonaises d'exporter plus de voitures sur le marché américain !

Cette direction syndicale a également organisé des plates-formes de collaboration avec les dirigeants réactionnaires des syndicats de pays asiatiques où leurs compagnies étaient implantées. Ils se sont opposés aux résolutions de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) condamnant les dictatures de certains pays asiatiques, parce que cela pourrait compromettre les affaires de leurs entreprises dans ces pays.

Les structures syndicales de Rengo sont liées aux comités de direction des entreprises et les bureaucrates syndicaux se recyclent souvent dans l'encadrement. Autrement dit, il n'existe pas de réelle structure syndicale au niveau des usines. Les entreprises accordent certains avantages à leurs employés, notamment en



« Les femmes élèvent de plus en plus l...

matière de logements, mais sans réelle activité syndicale à l'usine. Si des militants syndicaux s'y aventurent, ils sont immédiatement exclus des syndicats. On a notamment connu des exemples d'agressions physiques violentes des bureaucrates syndicaux contre des militants.

D'ailleurs, si les exportations japonaises ont pu s'étendre à un tel niveau sur le marché mondial à partir de 1974-1975, c'est en grande partie grâce au succès de l'offensive anti-syndicale. Cela a donné un avantage certain aux patrons japonais par rapport à leurs homologues ouest-européens. Ils ont eu les mains libres pour les rationalisations et les licenciements. La seconde raison essentielle qui explique le "miracle japonais" est l'établissement d'une zone économique en Asie avec une structure hiérarchique, au profit du Japon.

◆ *Dans quelle mesure le PSJ réussit-il à organiser les travailleurs ?*

La dirigeante du PSJ, Mme Doi est très populaire. Elle était professeur de Droit constitutionnel et s'est battue contre les nouveaux projet de militarisation. Elle est donc très connue dans le mouvement pacifiste. En tant que femme, elle a su également attirer le soutien des groupes de femmes. Mais, en réalité, elle n'est qu'une figure de proue au sein du PSJ et ne détient aucun pouvoir réel.

La plupart des réels dirigeants du PSJ sont liés à la bureaucratie de Rengo, tout particulièrement dans le secteur privé. Cinq ans auparavant, le courant réformiste de gauche avait près d'un tiers des mandats au sein du PSJ. Aujourd'hui, il n'en regroupe qu'un dixième. Un des ef-



voix, tant à l'usine qu'à la maison » (DR)

fets des réformes de Gorbatchev est que, désormais, la plupart des militants estiment que le socialisme est dépassé. D'ailleurs, en pleine campagne électorale, Mme Doi a annoncé qu'une phrase du programme officiel du PSJ, prônant la révolution socialiste, serait supprimée au prochain congrès.

Le PSJ peut certes gagner encore des sièges aux élections, mais n'a pas un réel mouvement derrière lui. Même au niveau des groupes de femmes, si certains le soutiennent ouvertement, d'autres ont décidé de rester indépendants.

◆ Quelle influence les événements d'Europe de l'Est ont-ils eu sur le PC ?

Le PC est dans une crise profonde. Il ne cesse de reculer aux élections. L'une des raisons en est la situation internationale. Dans les années 80, le principal dirigeant du PC, Miyamoto a rencontré deux fois le président roumain Ceausescu. Leurs communiqués communs proclamaient qu'il n'y avait que deux partis authentiquement communistes dans le monde : les leurs ! Il ne faut donc pas s'étonner que le PC japonais ait été fort affecté par les récents événements en Europe de l'Est...

Lors des élections, le PC a centré sa campagne sur un seul thème : il a martelé que le PC avait été l'unique parti à défendre la liberté durant la Seconde Guerre mondiale. Mais il n'avait rien à dire sur la situation actuelle.

Dans le mouvement syndical, ils ne sont pas très militants. Par exemple, lors du mouvement des enseignants, les militants du PC ont expliqué que les enseignants n'étaient pas des travailleurs ordi-

naires et qu'ils ne devraient pas faire grève. Dans les municipalités, les militants communistes sont aussi opposés aux grèves sous prétexte que la tâche première des employés municipaux est de servir la population... Le PC soutient aussi le programme nucléaire. Certes, il a dû un peu modifier sa position après Tchernobyl, mais ses militants n'ont aucune influence dans le mouvement anti-nucléaire.

Le fonctionnement interne de ce parti est aussi totalement archaïque et monolithique. Tous les votes sont unanimes et ils appellent cela le vrai centralisme démocratique. Mais, aux yeux des masses, cela ressemble fort au régime de Ceausescu. Le PC est opposé aux réformes de Gorbatchev... car il estime qu'elles dénaturent le "communisme scientifique"...

◆ Quelle a été l'attitude du PC face au massacre de Tiananmen ?

Le PCJ a rompu avec le PC chinois depuis la révolution culturelle. Il a donc pu condamner la répression en disant que « nous critiquons ce parti depuis 1968, et l'histoire a prouvé que nous avons raison ».

◆ Quelles sont les activités de la gauche syndicale ?

L'extrême gauche travaille essentiellement au sein des syndicats indépendants. Le principal syndicat combatif lié à Zenrokyo est le Syndicat des cheminots avec ses 35 000 membres. Les autres groupes sont de petits syndicats de petites et moyennes entreprises. Certains d'entre eux ont été exclus de Rengo, d'autres se sont vus refuser l'adhésion au Rengo. Il existe aussi certains syndicats du secteur public qui se sont opposés à la formation de Rengo. Mais, il existe un courant de droite même au sein du Syndicat des cheminots ; la gauche est cependant majoritaire à Tokyo.

La principale activité de la gauche syndicale est la lutte contre les licenciements des cheminots. En deuxième lieu, une campagne de solidarité internationale avec les travailleurs du continent asiatique a été lancée, spécialement orientée vers la Corée du Sud où beaucoup de travailleurs ont été licenciés par des firmes japonaises. Des délégués sud-coréens sont venus au Japon pour organiser des actions contre ces compagnies. Nous essayons de construire une plate-forme internationale pour soutenir ces actions. Une autre préoccupation de la gauche syndicale est d'organiser les travailleurs

non-syndiqués, surtout les femmes qui travaillent à mi-temps, etc.

Le problème des travailleurs immigrés a également été pris en charge. Beaucoup de travailleurs du Bangladesh, des Philippines, de Thaïlande, et d'ailleurs ont émigré au Japon. Ils sont en général clandestins et n'ont donc aucun droit. Il arrive même que les patrons refusent de les payer après exécution du travail, sachant parfaitement que ces travailleurs n'ont aucun recours légal. Un problème spécifique dans ce contexte est la prostitution des femmes venues de différents pays asiatiques.

Tous ces immigrés vivent et travaillent dans des conditions effroyables, souvent entassés à dix dans des petites pièces dépourvues du moindre confort. Un fort sentiment nationaliste et raciste contre les immigrés a commencé à se répandre également au Japon. Rengo notamment s'oppose à l'immigration et prétend ainsi défendre les intérêts des ouvriers japonais.

En général, les syndicats indépendants ont les moyens de lancer des campagnes centrales sur ces questions considérées comme marginales, mais n'ont pas les moyens de prendre en charge des problèmes comme celui du logement ou de la crise agraire, ou encore d'autres problèmes clés de la vie sociale et politique qui sont au centre des préoccupations des travailleurs japonais. Nous aimerions pouvoir le faire, mais c'est très difficile.

◆ Quelle est la situation de l'extrême gauche ?

Elle se réduit aujourd'hui à trois courants. Le premier est celui de la Fraction marxiste révolutionnaire, les Kakumaru. Il s'agit d'un groupe particulièrement sectaire. Il soutient Rengo et ses militants en sont membres. Le second groupe est celui des Chukaku, la Fraction centrale. Ces derniers ont organisé des syndicats indépendants, avec d'autres groupes. En conséquence, ces deux premiers groupes se sont livrés à de véritables guerres intestines, se traitant d'ennemis de classe et d'agents de l'Etat, et allant jusqu'à s'entre-tuer (3).

Le troisième courant, auquel nous participons, regroupe plusieurs associations indépendantes, des scissions du PC et du PSJ de la fin des années 60. Ce courant est

3) La section japonaise de la IVe Internationale (LCR) est née d'une scission du PC japonais dans les années 50, dans le cadre de la radicalisation étudiante. Les Chukaku, les Kakumaru et la LCR étaient originellement dans le même cadre organisationnel. Ulérieurement Chukaku et Kakumaru ont connu une dégénérescence sectaire. Les Chukaku ont également mené une véritable "guerre" à nos camarades de la LCR au début des années 80 (voir *Inprecor* numéro 182 du 22 octobre 1984).

essentiellement actif dans la gauche syndicale et publie un bimensuel *Rodojoho* (*Information des travailleurs*, qui est officiellement reconnu par Zenrokyo), qui a une circulation d'environ 6 000 exemplaires. Ce courant est également très actif dans la campagne contre le nouvel aéroport de Narita (4). Les deux autres luttes principales menées par ce courant sont contre la revitalisation du système militariste impérial au Japon, et la solidarité internationaliste. Finalement, ce groupe tente aussi d'impulser des réflexions et des discussions sur les sujets brûlants comme l'avenir du socialisme, la perestroïka et les changements en URSS, etc., avec des rencontres nationales de discussion tous les trimestres.

◆ Où en est la lutte contre Narita ?

Grâce à la résistance, 25 ans après le projet initial, l'aéroport international n'est toujours pas achevé. Seule la moitié a pu être construite, mais le gouvernement a réussi à acquérir 98 % du terrain sur lequel il sera bâti. Les 1 ou 2 % de lots que détiennent encore les paysans sont des petits lopins isolés en différents endroits du terrain, mais qui rendent impossible l'achèvement de deux des trois pistes d'atterrissages prévus. L'année dernière, le gouvernement a construit des barrières autour des lopins des paysans, en rendant ainsi l'accès quasi-impossible.

La loi spéciale adoptée en 1978 permet au gouvernement de détruire tout bâtiment dans cette zone. Les maisons des paysans sont donc anéanties une à une. Le gouvernement a aussi tenté de diviser les paysans et les associations de soutien, en offrant le dialogue aux premiers, et en réprimant les seconds. Il est clair que l'issue de la lutte dépend de la capacité de résistance des paysans, et le rapport de forces au niveau national est aujourd'hui négatif. Le PSJ qui avait initialement soutenu les paysans — ne serait-ce que sur papier — a maintenant une position très vague.

Les Chukaku, également actifs dans cette lutte, l'ont conçue comme une bataille de guérilla, en mettant notamment le feu aux installations de l'entreprise de construction. Ce genre de combat "d'avant-garde" les a isolés et a rendu impossible une réelle mobilisation de masse.



Sous leur impulsion, la Ligue des paysans a connu une scission en 1985. Par la suite, l'aile proche des Chukaku s'est également scindée en deux. Les perspectives sont donc très défavorables. Mais il ne peut être question pour nous d'abandonner les paysans, comme l'ont déjà fait certains, car ainsi, nous perdrons toute crédibilité et passerions pour des gens sans principe, capables d'abandonner leurs alliés en cours de route.

◆ Le mouvement anti-nucléaire semble connaître un regain d'activité ?

Cette lutte est devenue très populaire surtout à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, puisqu'il y a eu également des retombées de nuages radio-actifs au Japon. Des groupes de femmes au foyer ont commencé à s'organiser au printemps 1988, et ont impulsé une grande manifestation nationale. Une seconde manifestation de ce type a eu lieu l'automne dernier. La moitié de la population est aujourd'hui opposée aux centrales nucléaires, alors qu'à l'origine, il ne s'agissait que d'une initiative de groupes de gauche. Les compagnies d'électricité commencent sérieusement à s'en préoccuper.

◆ La mémoire de Hiroshima et Nagasaki joue-t-elle un rôle dans cette prise de conscience ?

Dans le passé, le mouvement anti-nucléaire se basait essentiellement sur cette mémoire collective. Mais les gens ont fini par s'en lasser. Il y a quelques années, le mouvement déclinait sérieusement et a connu une scission entre une aile pro-socialiste et une autre pro-communiste. Mais il s'est revivifié. Un débat se poursuit quant à ses perspectives. En effet, malgré son ampleur, il n'a encore obtenu aucune victoire concrète. Certains estiment qu'il faut faire des actions directes pour arrêter la construction des centrales nucléaires, d'autres sont d'avis qu'il faut une mobilisation nationale pour faire adopter une loi anti-nucléaire.

◆ Le mouvement femme semble aussi en plein essor...

L'année dernière, le problème du har-



cèlement sexuel au travail a connu un large écho médiatique. La politique actuelle du patronat est de canaliser l'essentiel de la main d'œuvre féminine vers le travail à mi-temps, tout en faisant de la publicité pour une petite élite très qualifiée. Tout cela a conduit à une renaissance massive du mouvement des femmes, qui s'est notamment manifesté par le vote massif pour la candidate du PSJ. Les femmes élèvent davantage la voix dans les entreprises et à la maison. Cet essor contraste avec le déclin du mouvement syndical.

Le mouvement féministe est très important pour reconstruire un mouvement syndical combatif, ainsi qu'au sein des communes. Comme vous le savez, la tradition patriarcale est très forte dans la société japonaise. Des problèmes se sont fait jour au sein des organisations syndicales, dont les directions masculines ont été réticentes à prendre en charge la question femmes. Des problèmes similaires existent aussi dans la gauche syndicale et dans l'extrême gauche, y compris dans notre propre organisation.

◆ Qu'en est-il des projets de remilitarisation de la bourgeoisie ?

La bourgeoisie a commencé à remettre ce projet à l'ordre du jour à partir des années 70. Elle veut restructurer toute la société japonaise selon le modèle impérial. Avant la Seconde Guerre mondiale, le militarisme japonais se concrétisait dans le système impérial et la bourgeoisie était intimement liée à la famille impériale. Après leur victoire, les américains ont imposé des changements. Mais, avec

4) En 1978, la Ligue des paysans de Sanrizuka s'est opposée à la construction du nouvel aéroport de Narita, à Tokyo, car cela aurait exproprié bon nombre de paysans de leurs terres. La lutte contre Narita a été le principal cheval de bataille de l'extrême gauche japonaise depuis plus d'une décennie avec, notamment, la spectaculaire occupation de la tour de contrôle de Narita, en 1982 (voir *Inprecor* numéro 129 du 28 juin 1982).

le renforcement de l'économie japonaise et son internationalisation, la volonté de faire renaître le système impérial comme modèle de domination sur la société et de domination impérialiste sur le monde s'est fait jour. Il existe actuellement une tendance à créer de nouveau liens entre la famille impériale et la grande bourgeoisie, notamment à travers des mariages...

La question du système impérial est aujourd'hui un réel problème pour l'ensemble de la gauche qui n'a commencé à en prendre conscience qu'il y a trois ans à peine. Pourtant, cette stratégie de la bourgeoisie aura des conséquences très importantes, entre autres sur le mouvement femmes, compte tenu du caractère extrêmement patriarcal de ce modèle. Par ailleurs, il serait impossible de mener une campagne de solidarité avec les immigrés ou les autres peuples d'Asie, car ils ne font pas partie de la "famille" ! Nous devons donc absolument détruire cette image de l'Empereur "père de toute la patrie" et de ses sujets qui sont ses enfants.

◆ Quelles sont vos perspectives ?

En général, l'extrême gauche japonaise n'a pas réussi à mener une politique réellement indépendante du mouvement réformiste de gauche. Lorsque ce mouvement a fait faillite, nous avons été incapable de nous reconstruire une nouvelle base indépendante. Un exemple typique en est la crise économique de 1974-75. Nous avons pensé que l'offensive patronale allait réveiller le mouvement ouvrier et engendrer un réel sursaut. Nous avons eu une approche typiquement spontanéiste et économiste. Nous n'avons pas réellement saisi les enjeux de la question femmes et du système impérial. Nous avons surtout été des activistes et n'avons pas accordé une attention suffisante aux questions d'orientation et de théorie.

Aujourd'hui, surtout dans un contexte international totalement nouveau, marqué par les bouleversements à l'Est, nous sommes confrontés à une campagne sur la faillite et la fin du socialisme. Par ailleurs, beaucoup de gens pensent que l'extrême gauche est lié au terrorisme. Nous devons donc nous restructurer totalement et être à même de mener une campagne efficace pour diffuser une réelle idéologie socialiste. Les principaux axes de notre travail seront, outre le travail syndical, le travail auprès des travailleuses et des immigrés, ainsi que la solidarité internationale avec les travailleurs des pays asiatiques. ★

3 avril 1990

Propos recueillis par
Erdal Tan et Colin Meade

Cohabitation ou confrontation ?

La victoire du Frente amplio (FA, Front large) aux élections municipales du 26 novembre 1989, à Montevideo, ouvre d'énormes perspectives pour le développement de la conscience, l'auto-organisation et la mobilisation populaire.

Parallèlement, elle renforce les illusions réformistes quant à la possibilité de réaliser un "bon gouvernement municipal" qui préparerait le terrain pour une victoire du Front au niveau national, lors des élections de 1994. Dans tous les cas, la nouvelle situation politique va créer à l'intérieur de la gauche une dichotomie entre deux stratégies : accumulation des forces pour de possibles réformes ou accumulation des forces dans une perspective de pouvoir populaire.



LE PARTI NATIONAL

(PN) et son principal candidat, Luis A. Lacalle (un politicien bourgeois de 48 ans, d'inspiration néolibérale et profondément anti-ouvrier), sont arrivés au gouvernement principalement grâce aux votes de l'intérieur du pays, où leur victoire a été écrasante.

Mais le triomphe des *Blancos* (1) connaît déjà ses limites et ses obstacles. Le nombre important de voix obtenu par le Mouvement national (MN, secteur dissident du PN) de Rocha impose des conditions et des restrictions au projet de Lacalle de poursuivre la politique économique appliquée par l'actuel gouvernement. Dans ce sens, le triomphe de Lacalle n'est pas celui de Sanguinetti en 1984 qui était, alors, soutenu par une grande majorité de son parti. Le rapport de forces au sein du PN va exiger des concessions mutuelles, des compromis et des négociations pour aboutir à la stabilité et à une cohérence minimale du gouvernement.

Le projet anti-populaire et pro-impérialiste du nouveau gouvernement (dans lequel les entrepreneurs liés au grand capital financier et industriel, ainsi que les directeurs des entreprises multinationales ont un poids prépondérant) s'annonce sous de mauvais auspices. La montée de la gauche rendra difficile l'application de la "Réponse nationale" tant vantée : paiement de la dette extérieure, privatisation des entreprises d'Etat, réforme de l'éducation, réglementation du droit de grève. Le cadre politique est différent : le bipartisme a été fortement affecté ; les *Colorados* traversent une crise sans précédents (2), et la gauche gouverne la capitale.

Ernesto HERRERA
Gustavo VASQUEZ

Sur le plan économique, les symptômes ne sont pas plus encourageants. Durant l'année 1989, l'inflation a été de 90 %. Le Produit intérieur brut (PIB), qui a connu une relance durant les premières années du gouvernement de Sanguinetti, s'est ralenti en 1987. Le service de la dette, qui équivaut à presque 30 % des exportations, est redevable à court terme, sans que la négociation avec les banques internationales ait modifié la situation générale. L'unique issue à moyen terme pour les économistes bourgeois semble être un "plan d'ajustements" de type fondomonétariste.

L'hebdomadaire *Busqueda*, porte-parole du capital financier, est très clair quant à ses prévisions sur ce qu'il attend du nouveau gouvernement : « L'administration Lacalle aura à affronter un cadre difficile. Il devra faire face à un ensemble d'attentes populaires fortement stimulées durant la campagne électorale par la majorité des candidats ; attentes qu'il ne pourra satisfaire parce que l'économie du pays ne pourrait pas le supporter. »

« Il rencontrera, en même temps, l'incrédulité et la résistance d'une bonne partie de l'électorat du Front qui a entendu ses dirigeants lancer des attaques systématiques contre Lacalle et ses propositions. »

1) Nom donné aux adhérents du Parti national. Le PN et le Parti Colorado alternent au pouvoir depuis des années.

2) Le Parti Colorado a perdu 200 000 votes par rapport à 1984.

tions économiques. La "lune de miel" dont bénéficiera le nouveau gouvernement sera infiniment plus brève que celle dont a bénéficié le gouvernement actuel » (3)

En un mot, cela signifie qu'il reconnaît que, loin d'exprimer de la résignation, le vote populaire reflète des attentes et des aspirations en ce qui concerne les conditions de vie, d'emploi, de subsistance, de santé et d'éducation. Il faut donc s'attendre à une résistance très solide et étendue envers toute tentative pour avancer un projet néo-libéral qui porterait un coût aux intérêts des exploités. Lacalle sait que son triomphe est, avant tout, le résultat d'un vote de sanction au gouvernement et du refus de la démagogie et de la prépotence du principal candidat *colorado*, Jorge Batlle. Il sait aussi qu'il ne peut pas compter sur un chèque en blanc, comme celui dont a bénéficié Sanguinetti à la sortie de la dictature militaire.

Le système de domination traditionnel, fortement remis en cause durant les années 60 et au début des années 70, a été réinstauré par la dictature comme unique manière de sauver le régime capitaliste. Pour cela, il a été nécessaire d'avaliser les formes de domination historico-politiques traditionnelles de l'Uruguay. Le retour à l'"Etat de droit" à partir des élections de 1984 impliquait un changement substantiel des formes institutionnelles de domination politique antérieures à la dictature. Il s'agissait cependant de maintenir le rapport de forces conquis par le régime militaire. Et cela, non seulement en ce qui concerne la remise en cause des acquis et des conquêtes des travailleurs, et du peuple en général, mais de plus, en ce qui concerne la domination de quelques secteurs de la bourgeoisie sur d'autres.

Pour cela, la classe dominante comptait sur la confusion créée par la gauche réformatrice qui, face à la nouvelle situation, préconisait de façon tactique, une alliance contre la dictature, qui fonctionna effectivement dans les dernières années de la dictature. Les appels à "sortir tous ensemble" du régime autoritaire et à faire confiance à un plan économique commun aux exploités et aux exploités (CONA-PRO) semèrent la confusion et retirèrent tout contenu anti-impérialiste et anti-capitaliste à la mobilisation populaire. La bourgeoisie profita de la dichotomie entre "dictature ou démocratie" pour réaffirmer son hégémonie. En dernière analyse, comme l'affirme Perry Anderson, le message des nouveaux gouvernements était

clair : « Si nous respectons le capitalisme, nous pouvons avoir la démocratie, et si nous ne l'acceptons pas, nous resterons sans démocratie et nous devons continuer à le supporter de toute façon. » (4)

D'une certaine façon, le résultat électoral déstabilise le système institutionnel si laborieusement échafaudé durant la transition conservatrice. Le système bipartite, mis en échec au début des années 70 et qui connut un nouveau printemps durant la transition, est resté en arrière. Le parti, identifié avec le pouvoir, avec l'Etat et avec les forces armées, représentant préféré des intérêts impérialistes et des plus hauts intérêts des secteurs dominants, a perdu le gouvernement et, par conséquent, le contrôle des leviers exécutifs de l'Etat. Il est évident, aussi, que le résultat électoral implique un rejet des Forces armées et les oblige à un réajustement pour pouvoir continuer dans leur rôle de "tutrices de la démocratie".

Recomposition

Nous assistons à une redéfinition de pratiquement tout le paysage politique du pays. Le triomphe du néo-libéral Lacalle a eu comme contrepartie la conquête de la municipalité de Montevideo par la gauche. La moitié de la population du pays se trouve sous le gouvernement départemental du FA qui, à partir de maintenant, dirige la capitale, lieu où se concentrent les deux tiers du PIB, où agit la plus grande partie des organisations sociales et où s'effectue le gros de l'activité politique de l'Uruguay. Le système de partis a connu un changement substantiel, non seulement par la montée du FA, mais aussi par l'émergence d'un quatrième parti avec des forces non négligeables, le Nouvel espace (5) qui, pour le moins, complique le panorama politique.

Dans l'ensemble, le résultat électoral implique pour les secteurs dominants une série d'interrogations et d'incertitudes sur le futur des institutions telles qu'elles furent conçues par Sanguinetti durant la transition. Nous sommes face à un événement historique. A travers le vote, les secteurs populaires ont exprimé leur nouveau niveau de conscience et leurs intérêts économiques et sociaux qui vont jusqu'au changement. Les attentes populaires sont placées dans une gauche qui, aujourd'hui, peut compter sur un nouvel espace pour ses initiatives, ses propositions et ses réalisations. Il dépend

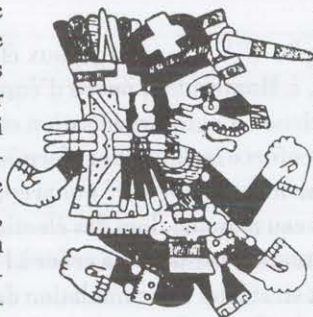
de l'action du Front que cette conscience se transforme en une accumulation de forces révolutionnaires.

La victoire du FA à Montevideo constitue le fait politique fondamental du processus électoral à cause de ce qu'elle signifie au niveau de la conscience des travailleurs et du peuple et de ses intérêts politiques et sociaux, et à cause des conséquences qu'elle aura certainement sur le système politique de domination.

Un instrument populaire

La nouvelle équation politique — où la gauche est un facteur qui gouverne au niveau départemental — ouvre de grandes possibilités pour développer l'auto-organisation, la mobilisation et la création d'instances de participation et de décision populaire parallèles à celles de l'Etat bourgeois. Il serait donc possible d'imaginer une situation où elle disputerait la conduite de la société aux secteurs dominants, c'est-à-dire, où il y aurait une lutte pour l'hégémonie.

Le FA s'est réaffirmé comme instrument populaire et une menace pour le système. C'est sur lui que se sont portées toutes les aspirations de changement dans un sens populaire, démocratique, anti-impérialiste et avec un contenu socialiste — contenu donné par les courants du FA qui proposent une rupture révolutionnaire, comme c'est le cas du Mouvement de participation populaire, MPP (6). C'est également lui qui est porteur de la conscience politique accumulée durant la longue bataille du référendum (7). Le vote pour le Front est loin de constituer une approbation de la politique conciliatrice qui domina les actions de la coalition sous le gouvernement *Colorado*. Au contraire, la foi en l'instrument que représente le Front a été retrouvée à partir de l'arrivée des organisations antérieurement exclues, de la candidature de nouvelles têtes et du ferme profil d'opposition qu'a pris la campagne.



3) Busqueda du 30 novembre 1989.

4) Dictature et démocratie en Amérique latine, Ed. Cuadernos del Sur, Buenos Aires, 1988.

5) Organisme intégré par le Parti pour le gouvernement du peuple, le Parti démocrate chrétien et l'Union civique.

6) Le Mouvement de participation populaire a obtenu 45 000 voix, deux députés et deux maires. Il est composé de militants sociaux indépendants, du Mouvement de libération nationale, du Mouvement révolutionnaire oriental, du Parti pour la victoire du peuple et du Parti socialiste des travailleurs (section uruguayenne de la IVe Internationale).

7) Suite à une initiative populaire, un référendum a été organisé, le 16 novembre 1988, pour décider d'abroger ou non la "Loi de la caducité" qui accordait l'amnistie aux militaires pour les crimes commis sous la dictature. Les partisans du maintien de l'amnistie pour les militaires l'ont cependant emporté avec 57 % des voix (voir *Inprecor* numéro 288 du 15 mai 1989).

La "désaccumulation" sur le plan social (la longue suite de défaites syndicales) elle-même ne se reflète pas de manière mécanique sur les résultats électoraux de la gauche. Une série de combats populaires (celui des jeunes contre la répression policière et tout particulièrement la grève des instituteurs qui a secoué le pays pendant presque deux mois) a rompu le sentiment de résignation et a renforcé les propositions de transformation, exprimant ainsi un niveau de conscience contradictoire. Pour l'essentiel, celle-ci se manifeste en faveur du changement à travers la voie institutionnelle (les élections).

D'une façon ou d'une autre, la victoire du Front détermine dès maintenant l'alternative entre deux politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire. C'est ce que, précisément, on a appelé la "politique de cohabitation ou politique de confrontation". Pour les secteurs majoritaires du FA — le Parti communiste (PCU) et le Parti socialiste (PSU) — il s'agit de convertir l'administration de Montevideo en grande "vitrine" avec en point de mire les élections de 1994. Ils prennent en exemples les mairies de Barcelone et de Rome... en oubliant un petit détail, c'est que nous sommes ici dans un pays semi-colonial, pauvre et endetté, où la bourgeoisie fera feu de tout bois pour que l'administration du Front soit un échec.

La "cohabitation"

Le réformisme (appuyé par la Vertiente Artiguista, troisième force électorale du FA) vise à un gouvernement municipal "responsable" qui ne remette en question d'aucune manière les institutions et l'Etat bourgeois. La "cohabitation" (une nouvelle version de la néfaste "concertation") entre le FA et le PN prend la forme d'une commission de coordination entre le gouvernement national et le gouvernement municipal. Dans ce cadre, les intentions de Lacalle et de ses assesseurs apparaissent claires : ils veulent gagner du temps pour dessiner les contours les plus agressifs de leur projet économique et aussi, neutraliser le Front en enlevant son espace politique et social d'intervention (les transports, les produits de première nécessité, la santé, l'emploi) au gouvernement municipal. Le gouvernement cherche à enfermer le FA dans une "cohabitation" pour pouvoir enlever tout contenu aux aspirations de décisions et de participation populaires.

Le pourcentage de voix obtenu par le Mouvement de participation populaire le situe comme force centrifuge de la gauche et partie prenante de la situation politique nationale. A l'intérieur du Front et des mouvements sociaux, il a récupéré un espace politique que les classes dominantes ont cherché à détruire. La gauche révolutionnaire apparaît comme une réalité et se construit en tant que mouvement avec une audience de masse (fondamentalement parmi les jeunes et les travailleurs).

Dans ce sens, le défi que rencontre le MPP est double. En premier lieu, il doit approfondir son développement en tant qu'instrument révolutionnaire avec un véritable projet stratégique de pouvoir. Il doit aussi combattre tout ce qui pourrait au contraire le convertir en un simple

participatif mais puissent prendre des décisions sur tous les plans et centraliser toutes les revendications ouvrières et les luttes des syndicats, des jeunes, des femmes et des chômeurs. Cela ne signifie pas qu'on passe par dessus le niveau de conscience et d'organisation.

Dans tous les cas, il serait tout aussi dangereux de « *tomber dans l'erreur d'appuyer sur l'accélérateur à fond, en s'écartant ainsi de la conscience et de la compréhension du peuple...[que de] vivre avec le pied sur le frein, en pensant que de cette manière on s'économise pour les élections de 1994.* » (8)

Les groupes sociaux et les courants politiques intégrés au FA sont loin de jouer un rôle neutre dans la détermination de la direction qu'il prendra. Certains sont le résultat d'un processus de conscientisation, d'organisation et de radicalisation de larges couches du mouvement populaire. D'autres y sont entrés, attirés par le discours démocratique et participatif du Front, et fatigués de toute la corruption et de la trahison des partis bourgeois traditionnels.

Entre réforme et révolution

La victoire à Montevideo (et la possibilité d'être un gouvernement qui améliore le niveau de vie de la population) tendra à renforcer la composition hétérogène — d'un point de vue social et idéologique — du Front et approfondira de manière plus

complexe et contradictoire la vieille dichotomie historique entre réforme et révolution.

Le grand défi qu'affronte le MPP est, en définitive, d'élaborer une ligne d'intervention unitaire dans les luttes du mouvement ouvrier et populaire et de s'implanter dans les Centres communaux de zones dans une perspective de confrontation avec le gouvernement bourgeois de Lacalle. En même temps, il est obligé de se battre contre toutes les conceptions réformistes qui, d'un point de vue stratégique, mettent en danger l'extraordinaire victoire populaire du 26 novembre et font obstacle à la modification substantielle du rapport de forces. ★

Montevideo,
Février 1990



cadre d'alliance, en une pseudo-coalition. Il doit enfin s'opposer à toute conception hégémonique au sein du FA, tout en cherchant à s'implanter dans les mouvements sociaux et en participant aux luttes quotidiennes. En second lieu, il doit agir comme force homogène et efficace dans le cadre de l'intendance du Front sans se compromettre avec les illusions réformistes d'une administration "exemplaire" (au sens bourgeois).

Dans le cadre de la crise économique et sociale (qui s'est accentuée sous le gouvernement blanco), un gouvernement municipal du Front doit viser, avant tout, à modifier les coordonnées sur lesquelles se base le pouvoir de la classe dominante et de l'impérialisme dans notre pays. C'est-à-dire, aider les embryons du futur pouvoir populaire à se développer. Le MPP a déjà commencé à le faire en demandant que les futurs Centres communaux de zones aient non seulement un caractère

8) Editorial de Tupamaros, journal du MLN, numéro 17.

Escalade de la répression

Les élections colombiennes du 11 mars dernier, pour le renouvellement des organes représentatifs au niveau municipal, départemental et national ont confirmé la prédominance dans le paysage électoral du Parti libéral (PL). Tandis que la répression s'accroît avec l'assassinat et l'arrestation de plusieurs militants de la gauche colombienne (notamment celle de notre camarade Daniel Libreros, arrêté le 27 mars en compagnie d'autres camarades d'A Luchar, puis relâché quelques jours plus tard), les velléités de la "guerre totale" engagée par le gouvernement du président Virgilio Barco contre les narcotrafiquants, en juillet dernier, semblent s'affaiblir. A moins que le véritable objectif du gouvernement Barco ne se soit enfin révélée au grand jour ?

Libardo GONZALES



À LA FIN de son mandat, le 7 août prochain, le président Virgilio Barco laissera derrière lui la série la plus surprenante de problèmes économiques, politiques et sociaux de l'histoire de la Colombie.

Une économie en pleine récession ; une dette extérieure relativement lourde, de quatre milliards de dollars, obligeant à destiner chaque année 50 % du produit des exportations au paiement des intérêts et des amortissements ; les difficultés de la production du café — le principal produit d'exportation — sont quelques uns des problèmes les plus aigus que le prochain gouvernement devra résoudre à court terme.

La seule solution proposée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) est d'appliquer un plan d'ajustements et d'effectuer une ouverture économique totale. Jusqu'à maintenant, l'économie colombienne résiste à cette pression, essentiellement grâce au fait que la majeure partie de ses produits n'est pas destinée au commerce extérieur, mais est écoulée directement sur le marché national. Cependant, la nécessité d'obtenir de nouveaux crédits pour alimenter le budget a obligé le gouvernement à céder aux exigences du FMI et de la BM, et a fini par aboutir à la privatisation d'entreprises du secteur d'Etat et

à l'importation tous azimuts de biens de consommation.

Dans ce contexte général, l'argent provenant du trafic de stupéfiants a joué un rôle important pour éviter la chute des réserves et a contribué y compris à arrêter les dévaluations en cascades qui ont fait sombrer dans le chaos d'autres pays de la région. Au milieu du triste panorama qu'offre la région, la Colombie a pu se maintenir à flot. Actuellement, le *narcotráfico* continue à être une importante source de revenus et les narcotrafiquants constituent le premier groupe financier du pays (voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989).

Le combat que se livrent la bourgeoisie traditionnelle et le narcotráfico est directement lié à un conflit d'intérêts entre les maîtres de la banque, du commerce et de l'industrie (qui désirent maintenir leur domination sans la partager avec les nouveaux venus) et les grands propriétaires enrichis par le trafic de la cocaïne.

Accord avec le narcotráfico

Concernant le trafic de la cocaïne, et malgré ses intentions répétées, le gouvernement n'a pas eu une ligne de conduite ferme (voir *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1989). Premièrement, il a laissé passer deux ans sans extraditer aucun des narcotrafiquants arrêtés hormis Ledher. Ensuite, au début de l'année 1990, il a suspendu les extraditions en échange de la libération de certains membres de familles bourgeoises séquestrés par le Cartel de Medellín. La révélation de cet "accord" par l'ancien ministre de l'Intérieur, qui a dû donner sa démission, a provoqué

le plus grand scandale de ces derniers temps et a mis en doute la réputation de combattant infaillible du trafic de la drogue acquise par le gouvernement.

Barco a joué le même jeu que ses prédécesseurs, Betancourt et Turbay Ayala. Ces présidents successifs n'ont jamais été que les simples arbitres et agents du conflit opposant la Maison blanche et la mafia de la drogue. En effet, la politique la plus répressive a été poursuivie, essentiellement contre les paysans, les travailleurs et d'autres secteurs populaires. Aujourd'hui, la démobilisation de l'insurrection armée (avec, par exemple, l'accord passé le 9 mars entre le gouvernement Barco et le Mouvement du 19 juillet, M-19), à travers des pactes comme ceux de Betancourt ou de Barco, n'est pas totalement écartée par le gouvernement. Mais ce sont des pactes qui, en fin de compte, ne comprennent aucune proposition sérieuse de pacification ni de démantèlement de la politique répressive (voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989).

Course à la présidence

Les élections du 11 mars dernier ont aussi décidé du sort des deux partis traditionnels : le Parti libéral (PL) et le Parti social-conservateur (PSC).

Le PL a organisé une consultation pour nommer son candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu à la fin du mois de mai prochain. Finalement c'est Cesar Gaviria, ancien ministre du gouvernement Barco, qui l'a emporté sur Hernando Duran Dussan, représentant fidèle de la droite et des propriétaires du Magdalena medio, et sur Hernesto Samper, davantage lié au secteur financier et à la social-démocratie internationale. Gaviria, représentant des propriétaires des grandes plantations de café, du capital agraire traditionnel et des secteurs du moyen capital, s'est imposé comme étant le candidat du compromis.

Le candidat du Parti social conservateur (PSC) sera Rodrigo Lloreda, représentant des petits et moyens industriels. Sa candidature est marquée par deux faits qui joueront contre le PSC : l'industrie se trouve dans le pire moment de son histoire (sa participation au Produit intérieur brut a chuté de 22 à 19 % durant les trois dernières années) et le PSC a perdu le dynamisme qui le caractérisait à d'autres époques (au point qu'aujourd'hui, il ne représente que 30 % de l'électorat).

Ainsi donc, le PL semble prêt à se convertir en une sorte de Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) mexicain, parti qui, au moins jusqu'aux élections présidentielles de 1988, revenait à chaque fois au pouvoir sans grande opposition. Mal-

gré ses dissensions internes — qui soulignent des oppositions très fortes — le PL se trouve fortement unifié autour du contrôle bureaucratique qu'il exerce sur les postes décisifs du pouvoir.

En ce qui concerne la gauche, représentée au niveau électoral par l'Union patriotique (UP), elle a perdu plusieurs sièges parlementaires et sept des seize mairies qu'elle avait gagnées en 1988. De plus, une aile de tendance social-démocrate s'est séparée du Parti communiste de Colombie (PCC), aile à laquelle était lié Bernardo Jaramillo, le candidat présidentiel de l'UP récemment assassiné.

Les dilemmes de la gauche

D'un autre côté, le Mouvement du 19 avril (M-19) a franchement déclaré ses sympathies pour la social-démocratie. Les secteurs du PL liés à Samper Pizano (postulant malheureux à la candidature de son parti) et même le candidat officiel, César Gaviria, ont fait de même, ainsi que le président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Jorge Carillo.

Dans ces conditions, la gauche est divisée entre la social-démocratie et les courants traditionnels qui cherchent à s'unifier autour des propositions de la CUT et autour d'un programme de gouvernement. C'est précisément de cette possibilité que discutent aujourd'hui le PC, le Parti communiste de Colombie marxiste léniniste (PCC-ML) et A Luchar (1).

La situation colombienne est changeante et peut créer plus d'une surprise. Car aujourd'hui, à la différence d'autres époques, les cartes sont sur la table : sans se cacher derrière le prétexte du combat contre le *narcotráfico*, les militaires organisent des "disparitions", des assassinats ciblés et des massacres aveugles à l'extérieur et à l'intérieur des casernes ; d'un autre côté, les narcotrafiquants ont signalé qu'ils ne veulent pas continuer à jouer le rôle de sbires du régime pour assassiner les dirigeants de la gauche.

La gauche traditionnelle se trouve face à un dilemme : ou bien prendre le chemin que lui indique la social-démocratie et aller vers le libéralisme, ou se maintenir à l'intérieur des cadres habituels, ceux-là mêmes qui ont conduit à sa stagnation politique actuelle.

Mais il reste une autre alternative : l'unification des forces qui continuent à lutter autour des revendications des travailleurs et des paysans et qui sont toujours disposées à disputer le pouvoir à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Cette voie est ouverte aujourd'hui par la convic-



tion généralisée qu'il est impossible que les organisations continuent à fonctionner chacune de leur côté. Cela doit se concrétiser rapidement, avant même que les options social-démocrates prennent de la force, avec la prétention de déborder la guérilla et les appareils bourgeois traditionnels.

L'abstention lors des élections du 11 mars s'est maintenue à son taux traditionnel : entre 60 et 65 % de l'électorat. Ce pourcentage englobe ceux qui n'ont pas réussi à s'intégrer au système clientéliste des chefs régionaux et ceux pour qui les candidats en lice ne représentaient aucun avenir politique. Mais il inclut également ceux qui ont décidé de ne pas voter par rejet d'un processus électoral qui s'est déroulé en période d'état de siège, de la corruption des libéraux et des conservateurs et de l'inefficacité parlementaire de l'UP qui, avec le Front populaire (FP) et le M-19, représente la gauche traditionnelle. Les trois groupes ont fini par se jeter dans les bras des "barons" électoraux, ôtant ainsi toute crédibilité à leurs propositions.

Campagne d'A Luchar

Pour dénoncer cela et l'absence d'une alternative populaire sérieuse lors de la prochaine élection, A Luchar a lancé une campagne pour le boycott du vote. Cette campagne a reçu un certain écho dans les quartiers populaires des grandes villes et dans les villages. Elle a aussi provoqué une réaction importante des militaires qui s'est traduite par l'emprisonnement, la torture et le procès d'une dizaine de ses militants à Cali, par la détention préventive de quatre jours dans une enceinte militaire de Daniel Libreros, et par le récent assassinat de l'employé de banque León Dario Jimenez.

Les circonstances de la mort de Jaramillo, candidat de l'UP sont assez confuses, et ont même été jusqu'à provoquer

une crise ministérielle avec le remplacement de Carlos Lemos par Horacio Serpa au ministère de l'Intérieur.

Quelques jours avant l'assassinat, Lemos avait accusé l'UP d'être le bras politique des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Il a, en outre, porté cette accusation à une période où plusieurs militants et candidats appartenant à cette organisation politique venaient d'être assassinés. Tant Diego Montaña, président de la UP, que Jaramillo lui-même, avaient accusé Lemos d'attiser la vindicte des paramilitaires contre eux. Les assassinats ont confirmé ces craintes, tandis que Lemos a parlé d'une « *coïncidence malheureuse* ». L'opinion politique, cependant, a attribué cette action à une stratégie contre la gauche, coordonnée depuis le Palais de Marino.

Face à cette situation, Barco a dû rompre avec son ministre et déclarer que l'UP n'était pas le bras politique des FARC. Pour sa part, Lemos a présenté sa démission avec une lettre rageuse dans laquelle il accusait le gouvernement de négocier des accords avec les narcotrafiquants pour qu'ils arrêtent de réaliser des enlèvements et des attentats contre des notables. De cette manière, il a révélé au grand jour un fait resté occulté jusqu'alors et que, pour l'instant, le président ou ses ministres n'ont toujours pas éclairci.

Finalement, tout ce qu'ont affirmé Lemos et le général Miguel Haza, directeur du Département administratif de la sécurité (DAS), selon lequel le Cartel de Medellín serait responsable de l'assassinat de Jaramillo laisse planer de nombreux doutes quant à la véritable responsabilité du gouvernement. Immédiatement, Pablo Escobar, le principal dirigeant du Cartel a démenti l'accusation, et avec lui tous les chefs du *narcotráfico* qui n'ont pas voulu qu'on leur impute ce crime.

Par ailleurs, Barco a aussi retiré son appui à Lemos parce que celui-ci ne lui garantissait pas ce que Serpa va pouvoir lui apporter : la récupération d'un large secteur de la gauche, dont la direction de l'UP, le FP, le M-19 et d'autres groupes qui se définissent comme civils et démocratiques, dans l'accord qu'ils viennent de signer en appui à la candidature présidentielle de Carlos Pizarro, chef suprême du M-19. ★

Bogota, 6 avril 1990

1) Sur les organisations de la gauche colombienne, voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989. Les militants de la IVe Internationale sont regroupés dans A Luchar.

La Dame de fer a du plomb dans l'aile

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le 22 mars, lors d'une élection parlementaire anticipée dans le Mid-Staffordshire, la majorité conservatrice (14 600 voix) s'est transformée en majorité travailliste (9 400 voix) — transfert vers le Parti travailliste de 21 % de voix, le plus grand glissement électoral depuis 1935. Si le Parti travailliste aura une majorité de plus de 200 sièges. En outre, selon un sondage d'opinion paru dans l'*Observer* du 25 mars, les travaillistes bénéficieraient d'une avance de 28 % sur les conservateurs dans tout le pays, chiffre le plus élevé depuis que ces sondages existent. Tandis que plusieurs facteurs montrent l'impopularité actuelle du gouvernement Thatcher, une question en particulier a focalisé la colère populaire envers sa politique : l'introduction de la Poll Tax (impôt par tête) comme nouvelle base pour financer les gouvernements locaux.

Bernard GIBBONS



AUJOURD'HUI, les secteurs les plus sensés de la bourgeoisie se rendent davantage compte de la fragilité du "miracle" Thatcher et de la profondeur du ressentiment populaire envers la Poll Tax

— comme l'a écrit le quotidien conservateur *Sunday Telegraph* : « Dans une société au bord de la violence (...) les gouvernements doivent prendre grand soin d'éviter de faire des provocations à si grande échelle. »

Les commentateurs politiques britanniques se demandent comment une démagogue aussi experte que Mme Thatcher a pu si profondément se tromper sur l'opinion de la population. Les explications les plus courantes tournent autour de la psychologie personnelle de Thatcher, de son obstination et de son arrogance légendaires, etc. En fait, la stratégie qui sous-tend la Poll Tax est une continuation logique de celle que poursuit Thatcher depuis son arrivée au pouvoir en 1979. Quelque chose de plus fondamental va mal pour les conservateurs : la faiblesse structurelle fondamentale de l'économie britannique devient de plus en plus apparente, et les indicateurs économiques ne vont plus du tout dans le sens de Thatcher.

Elle a caractérisé la Poll Tax de "cheval de bataille idéologique" de son admi-

nistration. Cela cristallise deux de ses principales obsessions : premièrement, sa croisade pour battre le Parti travailliste dans les municipalités des grands centres urbains, qui représentent pour elle les derniers bastions du socialisme en Grande-Bretagne ; deuxièmement, la nécessité de maintenir l'appui de la classe ouvrière qualifiée et des couches de la classe moyenne la moins aisée qui sont restées dans le camp des conservateurs grâce à un boom de la consommation basé sur des réductions d'impôts, des facilités de crédit et toute une série de mesures populistes.

Durant plusieurs années, les finances des gouvernements municipaux en

Grande-Bretagne se sont basées sur le paiement d'impôts locaux payés par chaque foyer. Bien que loin d'être équitable, l'ancien système avait un certain contenu progressiste étant donné que la somme payée dépendait de la taille et du niveau de confort de chaque domicile. Le système offrait aussi une autonomie considérable aux autorités locales pour déterminer leurs propres niveaux de recettes et, en particulier, cela permettait aux autorités municipales contrôlées par le Parti travailliste de répondre jusqu'à un certain point aux besoins de leurs électeurs. Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, ce système s'est détérioré de plus en plus et la Poll Tax a été instaurée dans le but d'y mettre fin. Maintenant, chaque personne de plus de 18 ans devra payer la même somme (mais la somme exacte variera selon les endroits) indépendamment de son revenu ou de la taille de son logement. Un jeune chômeur devra donc payer autant qu'un millionnaire.

Il est clair que ce sont les moins riches qui souffriront d'un tel système mais Thatcher ne s'est jamais vraiment préoccupée d'eux. Son plan était que la classe ouvrière la plus aisée et les électeurs de la classe moyenne la plus défavorisée, dont la plupart souffraient de l'ancien système, bénéficient de la redistribution de l'enveloppe fiscale. Les conseils contrôlés par des conservateurs devaient attribuer des taux raisonnables et sensés à la Poll Tax, tandis que les conseils travaillistes dans les grandes villes, qui luttent déjà pour apporter même les services minimums à ceux qui ont été le plus durement frappés par le thatcherisme, seraient obligés de couper encore plus drastiquement les dépenses, ou de fixer des taux de Poll Tax beaucoup trop élevés. Ce scénario, com-

Londres en feu

Samedi 31 mars, au milieu de scènes rappelant davantage une émeute de la faim d'un pays du tiers monde, le centre de Londres a été témoin de la plus récente et de la plus violente montée de colère populaire contre la Poll Tax. Après une manifestation pacifique, réunissant environ 200 000 personnes selon les organisateurs, les "enfants de Thatcher", la jeunesse désespérée et dépossédée des banlieues, ont mené des batailles acharnées contre la police lors d'affrontements où plus de 100 personnes ont été blessées. Selon un témoin cité par le *Sunday Telegraph* : « C'était une guerre de classe. Les voitures de luxe étaient attaquées et brûlées, et tous les gens bien habillés étaient injuriés ou attaqués. »

Alors que l'émeute semble avoir été une explosion spontanée à la suite de provocations policières, les médias et les politiciens n'ont pas mis longtemps à déceler la mains des "agitateurs extrémistes". Ils ont tout particulièrement montré du doigt le Parti socialiste des travailleurs (SWP), un groupe d'origine trotskyste, et "Lutte de classe", un groupe anarchiste qui a gagné une certaine audience dans la jeunesse grâce à une combinaison d'humour noir et d'appels exaltés à la violence physique contre les riches et les privilégiés. L'attaque s'est ensuite rapidement déplacée vers les députés de gauche du Parti travailliste, qui avaient déclarés qu'ils ne paieraient pas la Poll Tax et auraient donc ainsi légitimé le « non respect de la loi et l'anarchie ».

★

biné à une attaque permanente des médias à la botte de Thatcher contre les conseils municipaux de la "gauche" du Parti travailliste (en prétendant qu'ils offrent à profusion de l'argent aux gays et aux lesbiennes et également à certaines minorités ethniques fauteuses de troubles) aurait ouvert la voie à un autre triomphe électoral des conservateurs.

Mais tout s'est très mal passé pour Thatcher. Comme prévu, les plus pauvres souffriront, et les plus riches gagneront — des chercheurs de l'Ecole d'économie de Londres ont montré que les 20 % de la population les plus pauvres payeront 5 % de plus par an avec le nouveau système, tandis que les 20 % les plus riches gagneront 5 %. Il est clair maintenant que les couches moyennes dans les lieux les plus riches, la réelle base de Thatcher, vont aussi en pâtir. Des enquêtes ont démontré qu'avec le nouveau système un ménage moyen payera 33 % de plus qu'auparavant, et dans certains endroits 50 % de plus. Thatcher elle-même reconnaît que ces chiffres sont exacts.

36 des 39 conseils de comté, dont plusieurs administrations loyales aux conservateurs dans des régions relativement aisées, ont établi des taux pour la *Poll Tax* bien plus élevés de ce qu'envisageait le gouvernement. Des contingents de conseillers conservateurs ont quitté le parti, et certains des affrontements les plus radicaux et les plus violents ont eu lieu dans les régions les plus tranquilles, traditionnellement aux mains des conservateurs.

Le "miracle" thatcherien

L'erreur de calcul de Thatcher est le produit des problèmes économiques auxquels son gouvernement fait face. Par exemple, en calculant le taux moyen pour la *Poll Tax*, le gouvernement s'était basé sur un taux d'inflation de 4 % — en fait, le taux d'inflation a atteint 7,5 % et l'on s'attend à ce qu'il augmente encore durant l'été. La diminution du chômage a redonné confiance aux travailleurs : le taux des augmentations salariales est de 9,25 % par an, et l'on pense qu'il augmentera davantage. Bien entendu, face à cela, le dogme monétariste et les apologies du "marché libre" ont été abandonnés, et les problèmes économiques britanniques sont de nouveau attribués aux "ouvriers trop gourmands" qui utilisent leur force de travail bien mal à propos pour présenter des revendications excessives. Plus fondamentalement, il devient clair que onze années de thatcherisme ont peu fait pour remédier à la réelle faiblesse de

l'économie britannique dans la sphère de la production : le "miracle" thatcherien commence à apparaître bien creux.

Au centre des problèmes de Thatcher, on trouve un déficit énorme de la balance des paiements, à un niveau jamais atteint jusqu'alors — la moyenne du déficit étaient de 20,9 millions de livres sterling l'an dernier et, pour la première fois dans l'histoire, les gains du commerce invisible (banques, assurances, voyages, investissements à l'étranger) sont devenus déficitaires durant les trois derniers mois de 1989.



Le gouvernement y a répondu par une augmentation constante des taux d'intérêts, une fois encore à des niveaux historiques jamais atteints. Mais, à son grand effroi, cela a eu pour effets de ralentir l'épargne plutôt que de mettre un frein aux dépenses des consommateurs. Les milieux financiers ont attendu qu'un budget sévère soit proposé le 20 mars pour résoudre ce problème — mais le ministre des Finances, John Major, n'a pas osé courir le risque d'approfondir l'impopularité actuelle du gouvernement. Le consumérisme frénétique que Thatcher avait encouragé à la belle époque a dû être restreint.

Aujourd'hui, les conservateurs sont hantés par le spectre d'une hausse de l'impôt sur le revenu, sacrilège pour un parti qui est arrivé au pouvoir en affirmant que le gouvernement ne pèserait plus sur le dos des contribuables. Mais, bien sûr, le problème est fondamentalement politique et non idéologique — comment le gouvernement peut-il à la fois appliquer les politiques de récession qu'exigent les milieux d'affaires et regagner l'appui populaire dont il a besoin pour remporter la prochaine élection générale ?

Les conservateurs auraient encore plus de raisons d'être inquiets si le Parti travailliste de Neil Kinnock représentait une alternative plus crédible. Plutôt que de canaliser la colère populaire actuelle

vers une alternative radicale cohérente au thatcherisme, la politique du Parti travailliste peut être résumée en ces termes : « *Ce sera nous après Thatcher* ». Leur avancée massive dans les sondages d'opinion est plus le fruit de l'impopularité de Thatcher que d'un authentique enthousiasme envers leur ligne politique qui reste d'ailleurs extrêmement floue à tout point de vue.

L'indécision du Parti travailliste

Le porte-parole des travaillistes pour les questions économiques, John Smith, a déclaré que le Parti travailliste devra « *maintenir une politique fiscale responsable avec un contrôle prudent sur les finances publiques, ne dépensant qu'en fonction de ce que les ressources permettent et que l'économie peut supporter* ». Par rapport à la contestation de la *Poll Tax*, Kinnock s'est contenté d'exprimer son total accord avec Thatcher sur le fait que les « *manifestations organisées par l'extrême gauche (...) sont une négation de la démocratie* ». Kinnock et la direction du Parti travailliste se sont toujours opposés aux revendications de la gauche (voir *Inprecor* numéro 299 du 11 décembre 1990) qui demande que le parti appuie ceux qui refusent de payer la taxe. Et le Parti travailliste a refusé d'organiser une manifestation nationale d'opposition à la taxe.

L'attitude de la direction du Parti travailliste contraste de manière aiguë avec la confiance et la croissance du Mouvement anti-*Poll Tax*. La Fédération britannique des anti-*Poll Tax*, qui représente plusieurs milliers de groupes locaux s'engageant à ne pas payer, et qui a empêché la mise en place et la perception de la taxe, estime qu'environ dix millions de personnes refuseront de payer la taxe. Ce chiffre ne semble pas déraisonnable, étant donné l'expérience de l'Ecosse, où la *Poll Tax* avait déjà été introduite : dans certains quartiers de Glasgow un résident sur trois ne l'a pas payée et 700 000 Ecossais ont des arriérés de trois mois ou plus.

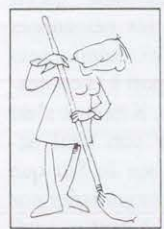
Les efforts pour la perception ou pour la punition de ceux qui ne payent pas sont susceptibles de faire augmenter encore davantage le niveau de la résistance. La vigueur de la campagne a déjà contraint le gouvernement à effectuer des concessions et des reculades humiliantes sur de nombreux fronts. Le mythe de l'invincibilité de Thatcher a été visiblement entaillé. ★

3 avril 1990

PCI : la "chose"

C'est devenu une sorte de tradition : tous les congrès du Parti communiste italien (PCI), surtout depuis la mort d'Enrico Berlinguer, sont présentés par ses dirigeants comme des tournants majeurs. Mais pour une fois, il faut admettre que le XIXe congrès du PCI, qui s'est tenu à Bologne du 7 au 10 mars dernier, ouvre un nouveau chapitre dans son histoire. En effet, son enjeu était la continuité ou non du parti tel qu'il a existé pendant presque soixante dix ans.

Livio MAITAN



FORMELLEMENT, le congrès de Bologne ne devait pas trancher sur la transformation du Parti ni sur son changement de nom. Mais les délégués devaient se prononcer sur la question de savoir si le parti devait s'acheminer dès maintenant vers une phase constituante qui, selon son secrétaire général Occhetto, doit aboutir à la formation d'une nouvelle force politique. La majorité des délégués s'est prononcée en faveur de cette transformation (67 % pour la motion présentée par Occhetto et la majorité du Comité central contre 33 % pour la motion Ingrao-Natta et 3 % pour la motion Cossutta).

D'après le projet de résolution majoritaire, l'objectif est « de construire une force capable de remettre en mouvement un processus d'agrégation des courants réformateurs de la société italienne et ce, sur la base d'un programme de renouveau social et politique visant à redéfinir l'identité de la gauche au seuil de l'an 2 000 » et « de refonder la politique sur la base d'une distinction programmatique et idéale entre progrès et conservatisme ». Dans son rapport au congrès, Occhetto a précisé que « le processus de construction de la nouvelle formation politique se développera non par la fusion avec d'autres partis, mais par l'apport d'individus, de groupes, de secteurs de la société, qui opèrent dans la production, dans les professions libérales, dans le monde de la culture, dans les institutions et veulent s'associer et participer à notre processus constituant ».

Le PCI doit, en dernière analyse, se transformer en une sorte de parti progressiste luttant contre le bloc conservateur pour la direction de la société dans une optique réformatrice gradualiste.

Même si une telle approche n'a rien de nouveau et a déjà été adoptée par le PCI depuis des années (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989), il ne faut pas sous-estimer la portée du changement projeté. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de "dépasser" même l'approche traditionnelle des partis sociaux-démocrates et de remplacer l'opposition entre partis et organisations du mouvement ouvrier et, partis et organisations bourgeois, par l'opposition entre "progressistes" et "conservateurs".

Les références au rôle fondamental que les travailleurs devront jouer dans la nouvelle formation politique, et qui apparaissent comme une concession partielle aux tendances minoritaires, ne changent rien à la substance. Occhetto ne peut pas ignorer que sans le soutien — avant tout électoral — des travailleurs aucune force "progressiste" ne peut s'imposer. Mais cela n'implique guère à ses yeux qu'il faille réaffirmer l'indépendance politique de classe des travailleurs et de la lutte qu'ils doivent mener pour leur hégémonie. Le concept même d'hégémonie a disparu de la problématique actuelle du PCI.

Politique "nouvelle"

Cette conception politique "nouvelle" comporte au niveau idéologique le parachèvement de la rupture avec les conceptions marxistes, voire tout simplement matérialistes. Cela amène, tout d'abord, Occhetto et les siens à privilégier systématiquement les thèmes politico-idéologiques par rapport aux contenus sociaux-économiques. En second lieu, cette approche se traduit par une dilution extrême de la critique de la société capitaliste et même de l'opposition entre les différentes forces politiques. Occhetto explique qu'« il ne s'agit pas aujourd'hui d'opposer antidémocrates-chrétiens et anticommunistes. [...] Il s'agit d'unir,

pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, deux grands idéaux qui, dans notre siècle, sont restés divisés et opposés : l'idéal de liberté et celui d'égalité ». Finalement, pour compléter le tableau, le PCI va demander son admission à l'Internationale socialiste. Des démarches pour atteindre ce but ont été déjà faites immédiatement après le congrès.

Comme toute la presse internationale l'a souligné, le projet d'Occhetto s'est heurté à une opposition assez forte au sein du parti. Pour la première fois depuis les années 20, on a assisté à la formation de véritables tendances qui se sont opposées non seulement dans le débat interne, mais aussi publiquement, et qui sont maintenant représentées proportionnellement dans le nouveau comité central.

Deux tendances oppositionnelles

La principale tendance d'opposition, celle du vieux dirigeant Pietro Ingrao et de l'ancien secrétaire Alessandro Natta, s'est efforcée de maintenir une approche lutte de classes et de défendre la conception réformatrice gradualiste traditionnelle, dans une perspective — très vague, il est vrai — de "dépassement" du capitalisme. Son rapporteur au congrès, Aldo Tortorella, a explicitement dénoncé la tendance de la majorité à enterrer toute idée d'antagonisme social et politique. Il a reproché au parti d'avoir pris position avec retard vis-à-vis du mouvement qui a secoué pendant plus de deux mois les universités italiennes (voir *Inprecor* numéro 303 du 23 février 1990), et aux syndicats leurs méthodes peu démocratiques. Ces méthodes ont provoqué le rejet par des secteurs ouvriers significatifs des plates-formes que les bureaucrates avaient proposées en vue des négociations des nouvelles conventions collectives. De leur part, aussi bien Ingrao que Luciana Castellina (une des principales dirigeantes de l'opposition interne) ont critiqué les orientations du parti en matière de politique étrangère qui, d'après eux, ne se différencient pas suffisamment de celles du gouvernement.

Toutefois, ces critiques sont substantiellement affaiblies par le fait que les signataires de la motion Ingrao-Natta ne cessent de se réclamer des conceptions que le PCI a défendues pendant des décennies, aussi bien à l'époque de Togliatti qu'à l'époque d'Enrico Berlinguer. Par ailleurs, ils partagent le jugement favorable et sans réserves de la majorité sur la politique du groupe dirigeant soviétique actuel. A propos de l'Internationale socialiste, au-delà de quelques critiques de Luciana Castellina, ils ne contestent pas la proposition d'Occhetto et ne tirent pas

eux non plus un bilan historique de cette organisation ni de ce qu'elle représente aujourd'hui. Sur ce terrain aussi, ils restent donc prisonniers de leur passé. En effet, au congrès de 1986, ils avaient accepté l'idée de l'intégration du PCI dans la "gauche européenne", en clair dans le courant international social-démocrate.

Des considérations analogues peuvent être faites à propos de l'autre minorité, celle de Cossutta. Lui et ses camarades ont justement souligné que le PCI subissait désormais un déclin depuis plus de dix ans, en formulant des critiques pertinentes à l'approche défendue par la majorité. « Il y a, au fond, une vision superficielle, édulcorée de la réalité, une absence de toute analyse non seulement de classe, mais tout simplement matérialiste des phénomènes de l'époque actuelle » a expliqué Cossutta dans son rapport. Et il a ajouté : « Il existe une théorisation selon laquelle désormais il n'y a plus d'ennemi. »

Sur le terrain syndical, il a avancé aussi des critiques correctes de même que des revendications qui pourraient représenter une base pour des actions unitaires. Mais, comme il l'avait déjà fait lors des congrès précédents, il a présenté sous un jour favorable l'époque de Togliatti avec sa stratégie réformiste gradualiste, et a exprimé lui aussi un jugement favorable à l'encontre de Gorbatchev. Quant à l'Internationale socialiste, ce troisième courant n'est pas allé non plus au-delà de quelques critiques partielles.

Quels interlocuteurs ?

Les opposants ont eu beau jeu de souligner qu'Occhetto n'a pas trouvé jusqu'ici beaucoup d'interlocuteurs disponibles pour participer à la construction d'une nouvelle formation politique, à part quelques radicaux et partiellement des secteurs restreints des Verts. Seuls se sont prononcés en faveur du projet d'Occhetto des intellectuels et des indépendants de gauche qui, avant et après le congrès, ont commencé à former des clubs et des comités pour la fameuse "phase constituante", en se référant parfois explicitement aux clubs qui avaient préparé la "refondation" mitterrandienne du Parti socialiste français, avant le congrès d'Epinal.

Comme Ingrao l'a fait justement remarquer, le « véritable interlocuteur de l'initiative d'Occhetto, c'est le Parti socialiste italien [PSI] ». Or, le secrétaire de ce parti, Bettino Craxi, a répondu en proposant "l'unité socialiste" (1) — ce qui semblerait impliquer le "retour" du PCI

dans la "maison commune" d'antan —, alors qu'Occhetto rejette, du moins pour l'instant, une telle perspective. En effet, il prétend miser sur un objectif plus ambitieux, c'est-à-dire, pour paraphraser ses propres mots, aller « au-delà de l'opposition traditionnelle entre mouvement communiste et mouvement socialiste », en englobant dans son opération des forces "progressistes" plus larges. On verra probablement dans les mois à venir dans quelle mesure il ne s'agit pas simplement d'une démarche tactique conjoncturelle. Toujours est-il que les dirigeants du PSI, tout en apparaissant plus souples que par le passé, ne sont pas du tout disposés à paver le chemin d'Occhetto.

Entre désirs et réalité

Finalement, au-delà des vicissitudes du processus qui devrait amener à la fameuse constituante, quelle sera la nature et la dynamique de cette nouvelle formation politique, si elle voit effectivement le jour ?



Il faut distinguer, d'un côté, les intentions du nouveau groupe dirigeant du PCI et son approche idéologique et, de l'autre, la pratique politique réelle. Si de cette constituante naît effectivement une formation politique fondamentalement nouvelle dont le PCI ne serait qu'une composante, bien que la plus importante, cela voudrait dire qu'un parti "progressiste" aux contours qualitativement différents des contours traditionnels d'une organisation du mouvement ouvrier se serait constitué en Italie. A notre sens, il s'agit d'une variante peu probable.

Si, au contraire, la nouvelle formation est essentiellement un nouvel avatar du PCI, avec des traits idéologiques libéral-socialistes ou libéral-démocrates, au profil politique plus flou et plus éclectique, elle jouera en fait un rôle similaire à celui des partis sociaux-démocrates d'autres pays d'Europe capitaliste. Sa force réside-

ra toujours dans le soutien électoral des salariés et dans l'influence qu'elle maintiendra, plus ou moins directement, dans le mouvement syndical.

Quel que soit le cas de figure, l'opération d'Occhetto se heurtera à des obstacles sérieux, voire à des contradictions difficiles à surmonter. Sur le papier, il est facile d'être œcuménique et de proposer de larges ouvertures. Dans la pratique, les choses ne se passent pas exactement de la même façon. Ainsi, quelques semaines avant son congrès, le PCI s'est trouvé dans une mauvaise posture face au mouvement des étudiants. En effet, l'un des principaux objectifs de ce mouvement était le retrait d'un projet de loi que le parti n'avait pas combattu. La rectification qu'il a opérée au congrès, en s'alignant en partie sur le mouvement, a provoqué immédiatement des tensions avec des secteurs d'intellectuels et des professeurs pourtant favorables à la constituante, et la crise n'a pas non plus épargné le "shadow-cabinet" (2).

Sur le terrain syndical, le PCI se prononce dans ses textes en faveur de la démocratie syndicale, mais il a parmi ses membres les plus influents la fine fleur des mandarins syndicaux que les ouvriers rejettent de plus en plus. D'autre part, le parti veut gagner la sympathie des pacifistes et, plus généralement, de ceux qui ont animé les mouvements anti-guerre. Certaines fédérations importantes avaient même adopté des ordres du jour pour le retrait de l'Italie de l'OTAN. Mais, soucieux de son image de marque internationale respectable, le congrès a rejeté tous les points allant dans ce sens.

Finalement, même si le rôle que le "nouveau" PCI jouera dans la pratique pourra s'écarter de ses proclamations idéologiques, la régression idéologique ne sera pas sans conséquences. En effet, elle fera des ravages encore plus graves que par le passé, en entravant davantage la prise de conscience politique de larges secteurs de la classe ouvrière et donc, en créant des obstacles supplémentaires sur le chemin de la reconstruction du mouvement ouvrier italien sur des bases révolutionnaires. ★

26 mars 1990

1) En réalité, la perspective de l'"unité socialiste" est partagée sans doute par certains partisans de la tendance majoritaire.

2) Le PCI a formé il y a un an environ un "shadow-cabinet", sorte de gouvernement parallèle, présidé par Occhetto lui-même. Le "ministre" de ce gouvernement qui s'occupe des questions universitaires, un indépendant de gauche, a démissionné pour protester contre la rectification apportée par le congrès à propos du projet de loi gouvernemental combattu par le mouvement des étudiants.



TIERS MONDE

Annuler la dette !

Le succès de la manifestation et du concert du 8 juillet 1989 à Paris (voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989), après les manifestations de septembre 1988 à Berlin contre l'assemblée du Fonds monétaire international (FMI), montrait la possibilité d'une campagne prolongée pour l'annulation de la dette. C'est chose faite, avec l'ensemble des initiatives qui se préparent dans une dizaine de pays, à l'occasion du Sommet des sept pays les plus riches qui se tiendra cette année à Houston (Etats-Unis). L'Appel de la Bastille, lancé par le collectif unitaire qui avait organisé la manifestation du 8 Juillet à Paris, dénonce l'aggravation du pillage et de l'appauvrissement du tiers monde, exige l'annulation totale et immédiate de la dette qui écrase les peuples, conforte les dictatures et étouffe la démocratie.

En France, le soutien s'est élargi : autour de l'écrivain Gilles Perrault, on retrouve de nombreux artistes, écrivains, intellectuels, mais aussi l'ensemble des associations anti-impérialistes et tiers-mondistes, le Parti communiste français (PCF), la Confédération générale des travailleurs (CGT) et d'autres syndicats, des parlementaires européens des Verts, les principales organisations antiracistes, plusieurs élus et personnalités socialistes, la Ligue des Droits de l'homme, etc.

En Amérique latine les soutiens sont nombreux dans une dizaine de pays, notamment au Mexique (nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs mais aussi Cuauhtemoc Cardenas), en Bolivie (la direction de la Centrale ouvrière bolivienne), au Brésil, en Colombie (toutes les organisations de gauche), à Haïti (la Centrale autonome des travailleurs haïtiens), en Martinique et en Guadeloupe.

En Afrique noire, des syndicalistes apportent le soutien de leurs organisations dans plus de

dix pays, ainsi que des mouvements d'opposition aux régimes en place. L'appel est signé au Maroc et en Algérie.

En Belgique, s'est créé un collectif unitaire qui rassemble de nombreuses forces, le Parti communiste, des députés socialistes, des Verts, des comités de solidarité, nos camarades du Parti ouvrier socialiste. En Grèce, le Nouveau courant de gauche (NAR), regroupement important d'ex-membres du PC et des JC (voir *Inprecor* numéro 305 du 23 mars 1990), et l'OKDE. En Italie, Democrazia Proletaria s'est adressée aux autres forces de la gauche. En Espagne, l'appel commence à circuler. En Allemagne de l'Est comme de l'Ouest, les soutiens sont nombreux.

A Houston même, pendant la réunion du Groupe des sept, se tiendra un contre-sommet de représentants non-gouvernementaux des peuples des pays les plus pauvres et d'Amérique centrale, organisé par la Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples. Des manifestations sont d'ores et déjà prévues au Mexique, en Bolivie, au Chili, sans doute au Brésil, mais aussi au Sénégal avec Ang Deuf et nos camarades de l'OST, on en discute aussi en Algérie, en Grèce, en Italie, en Espagne. En France et en Belgique, les collectifs prévoient des rassemblements dans leur pays respectifs.

Les organisations de la gauche berlinoise, à l'Est et à l'Ouest, discutent de la préparation d'une manifestation et d'un concert international vers le 23 juin à Berlin.

Daniel Ortega a trouvé une formule qui symbolise bien cette campagne : « Il y a un autre mur à abattre, celui de la dette du tiers monde. » Les récents soulèvements populaires au Gabon, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, etc., en montrent l'urgence voir *Inprecor* numéro 304 du 9 mars 1990. ★



RFA-RDA

Nouvel antisémitisme et ancienne hypocrisie

Le 29 janvier 1989, l'extrême droite ouest-allemande, les Républicains, entraînait triomphalement au Sénat de Berlin avec onze députés et 7,5 % des suffrages. Des résultats comparables se sont répétés dans les autres régions. Le principal dirigeant de ce mouvement néo-nazi, Franz Schönhuber, un ancien instructeur des Waffen-SS, est ouvertement antisémite. Dans ses déclarations publiques (très modérées, vu le profil de son parti) il s'est limité à affirmer qu'il « ne faut pas réduire l'histoire de l'Allemagne à Auschwitz », mais sur les murs de Berlin sont soudainement apparus des slogans racistes et antisémites du genre « Liquider les Turcs » et « Transformer les Juifs en fumée » (voir *Le Monde* du 10 février et *El País* du 5 février 1989).

Aujourd'hui, avec la perspective d'une réunification allemande, la propagande tapageuse des *Republikaner* prend une ampleur nouvelle et, malheureusement, risque de trouver un certain écho. Pour Schönhuber, le retour à la Grande Allemagne d'avant la guerre est une « mission divine » pour le peuple allemand. Si cela s'accompagne d'une nouvelle montée de l'antisémitisme « ce sont les Juifs qui l'ont voulu ».

Sous une forme insidieuse, l'antisémitisme commence à imprégner les médias ouest-allemands. La cible de cette campagne est le nouveau secrétaire du Parti démocratique socialiste (PDS, ancien Parti socialiste unifié de RDA) Gregor Gysi. Ce dernier incarne la tentative désespérée de la bureaucratie de se présenter avec une image nouvelle. Jamais impliqué dans les louches affaires de l'« ancien régime », bénéficiant d'une réputation d'intégrité morale et d'une image de démocrate sincère, Gysi ne pouvait pas être attaqué comme un nouveau Honecker. Mais c'est un intellectuel de gauche et il est juif, deux éléments suffisants pour exhumers des vieux clichés antisémites.

A la fin 1989, l'hebdomadaire *Der Spiegel* broyait le portrait

suivant de Gysi : « Juriste âgé de 41 ans, divorcé avec deux enfants, il répand la froideur autour de lui. La vocation des intellectuels rusés issus des familles de la grande bourgeoisie juive et placés à la tête du SED, n'était pas la générosité mais le calcul » (*Der Spiegel*, numéro 51, 1989). Quel dessein politique se cache derrière de telles phrases ? L'antisémitisme se greffe sur le discours anti-communiste traditionnel. Il s'agit, selon un cliché antisémite bien connu, de présenter les Juifs comme les étrangers, les non-Allemands, voire les « ennemis » de l'Allemagne. Il faut ensuite les identifier au « communisme » pour montrer que la réunification de l'Allemagne doit surmonter la résistance de deux forces « anti-nationales » : les Juifs et les communistes. Hitler prononçait des discours hystériques contre le « judéo-bolchévisme », l'ennemi mortel de la « race aryenne ». Aujourd'hui on utilise d'autres expressions — le langage de la biologie raciale n'a plus droit de cité — mais la logique reste la même.

Le terrain de cette offensive antisémite avait été déjà préparé, depuis quelques années, par les historiens révisionnistes de RFA : Ernst Nolte, Andreas Hillgruber, Klaus Hildebrand, etc. Dans les colonnes du quotidien conservateur le plus prestigieux, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ils avaient exprimé leur désir de « normaliser » l'histoire allemande, en considérant finalement le nazisme comme une étape de plus du passé national. Il s'agirait de surmonter « un passé qui ne veut pas passer », afin de réaffirmer la volonté de l'Allemagne de jouer un rôle de grande puissance « au cœur de l'Europe ».

Selon E. Nolte, le vrai responsable du génocide serait plutôt la révolution d'Octobre, qui engendra le « totalitarisme bolchevique » et déclencha une spirale de violence et de « barbarie asiatique » aboutissant à la Seconde Guerre mondiale (voir *Devant l'histoire*, Editions du Cerf, Paris, 1988). Si Auschwitz fut bien l'œuvre de



Hitler, il n'aurait jamais vu le jour sans Lénine, voire sans Marx, autre méchant juif bien connu !

Et en RDA ? Ici, l'antisémitisme avait "officiellement" disparu depuis la fin de la guerre. Pour Walter Ullbricht et Erich Honecker le régime nazi n'avait qu'un seul ennemi, l'Union soviétique et le Parti communiste allemand (KPD). Auschwitz n'était qu'un "détail" de l'histoire. Mais la révolution de novembre a permis de faire la lumière sur quelques unes des pages les plus sombres de l'histoire du stalinisme. Dans un effort pathétique, le SED réformé a changé son point de vue sur la question juive mais, hélas, en choisissant la pire façon de le faire.

Le 8 février dernier, le Premier ministre Hans Modrow a déclaré solennellement que la RDA reconnaissait « la responsabilité du peuple allemand dans son ensemble » pour les crimes perpétrés contre les Juifs par le régime nazi (voir *Le Monde* du 9 février 1990). Or, cette déclaration est assez grotesque, sous plusieurs aspects. D'une part, elle ne fait que renver-

ser l'idée d'une "essence négative" du peuple juif cultivée par les nazis, en l'attribuant aux Allemands.

D'autre part, elle apparaît d'autant plus grotesque qu'elle est faite par un Parti qui, loin de représenter "le peuple allemand dans son ensemble", ne représente même plus ses propres inscrits. Que devraient penser de cette déclaration les anciens communistes allemands — il y en a encore un certain nombre — qui ont connu d'abord les prisons de Hitler et ensuite celles du stalinisme prussien ?

Plus modestement et plus honnêtement, les dirigeants du SED pourraient reconnaître — ce qu'ils n'ont jamais fait — leurs propres responsabilités. Entre 1928 et 1933, les ancêtres du SED — le KPD de l'"héroïque camarade Thälman" — n'hésitèrent pas à s'allier aux nazis pour combattre le "social-fascisme". Selon *Die Rothe Fahne*, le quotidien du KPD, il ne fallait pas faire barrage contre le nazisme, car la victoire d'Hitler aurait ouvert la voie à la révolution prolétarienne. ★

ERRATA

Dans notre numéro 305, page 31, la résolution du SU "La situation en RDA et nos tâches" — que nous avons d'ailleurs datée du 5 mars 1989 au lieu de 1990 ! — un mot a sauté dans le point 2. Il fallait lire : « Elle impliquerait en tout cas des tâches particulières pour les marxistes révolutionnaires et l'ensemble de la gauche socialiste en RDA, tâches encore à l'ordre du jour en RFA. »

Toujours dans ce numéro, à la suite d'une coquille, dans l'article "L'avenir du communisme" d'E. Mandel, le nombre de morts lors de la guerre au Mozambique a été indiqué comme étant de 90 000 alors qu'il s'agissait de 900 000. ★

LES NOTRES

Décès d'Oskar Hippe

Né en 1900, Oskar Hippe rejoignit dès 1917 le Spartakusbund puis le Parti communiste allemand à Berlin. Il résista à la stalinisation du parti avec l'Opposition de gauche et collabora avec Léon Sedov qui séjournait à Berlin depuis février 1931.

Membre de la direction de l'organisation trotskyste, Oskar Hippe anima l'action clandestine contre le régime hitlérien jusqu'à son arrestation par la Gestapo et son incarcération de 1934 à 1936. Il connut une autre détention, plus prolongée et plus cruelle à bien des égards, de 1948 à 1956, dans les geôles stalinienne de la RDA.

Cédant à l'insistance de ses camarades et amis, il entreprit de relater son combat et son expérience dans un livre riche et poignant, *Et notre drapeau est rouge*, publié en version française par les éditions La Brèche en 1985.

Oskar, qui a pu assister à la chute du Mur de Berlin, est décédé le 13 mars dernier, un mois après la disparition de sa compagne. ★

PORTUGAL

Un membre du PSR au conseil municipal de Lisbonne

Alfredo Frade, médecin de 38 ans, membre du secrétariat du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IV^e Internationale), a été élu, en décembre dernier, député municipal de Lisbonne sur la liste de coalition de gauche "Pour Lisbonne" (voir *Inprecor* numéro 297 du 13 novembre 1989). Cette coalition, comprenant pour la première fois une alliance entre le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste portugais (PCP), élargie à d'autres forces de gauche, a battu la majorité de droite qui gouvernait la capitale depuis dix ans. *Inprecor* s'est entretenu avec Alfredo Frade sur les perspectives de sa participation à ce conseil municipal.

« Cette victoire à Lisbonne est très importante car c'est la première fois que le PS et le PCP s'allient contre la droite. Jusqu'alors, et cette fois-ci encore dans les autres villes du pays, ils se sont présentés séparément et, dans certains cas, aux côtés de forces de droite. Ces dernières élections ont été marquées par une défaite généralisée des candidats gouvernementaux du Parti social-démocrate (PSD) et par une aug-

mentation des scores du PS dans tout le pays, qui a bénéficié du vote utile, majoritairement au détriment des communistes.

« L'Assemblée municipale est le parlement de la ville même si elle possède moins de pouvoirs qu'un parlement traditionnel. Elle peut, par exemple, définir les montants maximum des réalisations qui n'exigent pas de fonds publics mais, ensuite, elle n'a aucun contrôle sur ce qui est fait. La Chambre vote un budget et a une fonction générale de vigilance. On assiste maintenant à un effort pour accentuer sa capacité de fonctionnement et son ouverture à l'intervention de la population. Tous les partis les plus représentatifs participent à l'Assemblée municipale et le PSR a pour la première fois l'occasion de se prononcer sur la politique de la Chambre et sur les affaires de la ville, tout comme sur la politique régionale.

« J'essayerai d'intervenir dans tous les débats. Il est évident que je ne pourrai pas intervenir autant sur toutes les questions et que je devrai en privilégier certaines. Je vais introduire la question de la lutte contre le racisme et le néonazisme, dont tous n'iaient l'existence dans la société portugaise

jusqu'à l'assassinat d'un membre du secrétariat du PSR, José Carvalho, en octobre dernier (voir *Inprecor* numéro 297 du 13 novembre 1990). Je vais proposer la mise sur pied d'une "table ronde" de tous les partis pour discuter de ce problème. Il y a des attaques continuelles contre les Africains et une discussion à la Chambre devrait être un point d'appui pour des mobilisations autonomes de la population. Je pense remettre en question l'existence des installations militaires (plus précisément des armements et des installations de l'OTAN) sur le territoire de la ville. Les grands thèmes de société peuvent être ainsi abordés de façon concrète, et c'est aussi une prédiction de ce dont le PSR a besoin et qui nous sera très utile.

« Notre expérience d'organisation de grandes campagnes d'intervention autour de thèmes concrets (comme l'anti-racisme, la lutte contre le militarisme ou d'autres grandes questions) nous a permis d'obtenir un large écho et des appuis importants d'autres secteurs de la société et de la gauche. Je suis d'ailleurs bien placé pour intervenir dans la préparation des débats de la chambre, vu

que je participe aux réunions des chefs de groupes parlementaires (le PSR, bien qu'il ne dispose que d'un député peut constituer un groupe parlementaire et avoir ainsi le droit d'intervenir avant le début de chaque session sur des thèmes de politique générale).

« Cela sera très intéressant de faire l'expérience de l'unité entre les socialistes et les communistes dans la gestion municipale. C'est important et cela aura d'autres implications, principalement dans les syndicats, toujours divisés jusqu'à présent.

« Je crois qu'il s'agit de préparer de cette façon les prochaines mobilisations sociales contre le gouvernement. L'unité dans ces mobilisations et un front électoral de la gauche constitueraient un exemple important et pourraient dégager des forces nouvelles pour changer la situation défensive actuelle.

« Finalement, le plus important pour nous est certainement d'acquérir une connaissance concrète des questions municipales, d'intervenir aux côtés de la population, gagnant ainsi une nouvelle autorité pour diffuser nos propositions et pour constituer une alternative à gauche. » ★

Polluer ou guérir

Avec l'apparition de nombreux mouvements écologistes capables d'organiser des mobilisations d'envergure, les autorités soviétiques se voient confrontées à un dilemme : des usines chimiques très polluantes ont dû être fermées. Or, on y fabriquait, entre autres, des médicaments. Durant l'été 1989, par exemple, à la suite de pressions énormes de l'opinion publique, le Soviet suprême arménien avait décidé de fermer définitivement l'usine chimique d'Erevan (considérée en 1988 comme la sixième ville en URSS pour le niveau de pollution de l'air qui contenait une très haute densité de poussière, de sulfate de carbone, de monoxyde de carbone, etc.) si elle n'assurait pas une production moins nocive pour l'environnement. Ne pouvant remplir ces conditions, l'usine a donc été fermée en janvier dernier. Cependant, outre des produits chimiques lourds (soude caustique, ammoniacque, engrais, etc.), elle produisait des médicaments pour le cœur, des analgésiques et des vitamines.

Des mobilisations populaires similaires ont réussi à faire arrêter le fonctionnement de diverses usines pharmaceutiques très polluantes (notamment à Keremovo et à Kirovograd) et s'opposent également à l'installation d'industries de ce type.

Le 3 novembre 1989, le Politburo a constaté que la production de médicaments avait chuté et que dans certaines régions l'approvisionnement, déjà limité, s'était encore réduit davantage. Depuis le 6 février 1990, c'est la commission du Conseil des ministres de l'Union soviétique chargée des situations d'urgence qui se penche sur ce problème. La commission s'est rendue compte que les récentes pénuries de médicaments ont été causées par les fermetures d'usines et les arrêts de production « en rapport avec la violation par les entreprises de la loi sur la protection de l'environnement ». Tout en reconnaissant que cette loi doit être respectée, la commission a pris en compte la nécessité de protéger la santé de millions de citoyens soviétiques (hormis ceux qui vivent à côté des usines polluantes...) et a donc ordonné la reprise immédiate de la production dans ces usines. ★

URSS

Volkogonov récidive

Les *Nouvelles de Moscou* ont publié dans leur numéro du 4 mars dernier une interview avec le général Volkogonov, auteur d'une biographie de Staline contenant de nombreuses calomnies à l'égard de Trotsky (voir *Inprekor* numéros 273 et 302 des 3 octobre 1988 et 9 février 1990). Dans cette interview, l'auteur annonce qu'il est en train d'écrire la préface d'un ouvrage sur Trotsky. Il reconnaît que ce dernier était le « deuxième homme d'Octobre », sensiblement inférieur à Lénine mais supérieur à tous les autres dirigeants bolcheviques.

Mais, Volkogonov continue d'accuser Trotsky à la fois de « gauchisme » et de rupture incomplète avec la social-démocratie. Mais la conclusion qu'il tire de son jugement parallèle de la tyrannie stalinienne et des « déviations idéologiques » de Trotsky est saisissante : « Le stalinisme est, au fond, une forme dictatoriale d'aliénation de l'individu, du peuple, du pouvoir, de la liberté et de l'idéologie. Il est, en fin de compte, l'expression de l'échec historique du socialisme. » ★



URSS

Les crimes de Staline en chiffres

L'agence Tass a publié le 14 février dernier un rapport du KGB donnant une statistique (provisoire) du nombre de victimes des « représailles injustes sous Staline entre 1930 et 1952 »

Le chiffre s'élève à près de quatre millions de personnes (exactement 3 778 000) condamnées par des tribunaux ou d'autres instances, dont 786 098 exécutées. ★

« Rectifier l'histoire » ?

Dans son numéro du 11 mars 1990, les *Nouvelles de Moscou* consacrent deux pages au bannissement d'URSS de Léon Trotsky. On y trouve un billet pertinent de l'historien Albert Nenarokov sous le titre « Blanchir le Parti lui-même » qui se prononce en outre pour sa réhabilitation. En voici un large extrait.

« Même si les accusations portées contre Trotsky à ces procès [les procès de Moscou d'août 1936, de janvier 1937 et de mars 1938], et à des milliers d'autres de second ordre, n'ont pas fait l'objet d'un verdict exprès que l'on pourrait réviser, la Cour suprême de l'URSS a néanmoins la possibilité d'adopter un arrêt lavant le nom de Trotsky de toutes les affabulations qui salissent sa mémoire. De même, le Soviet suprême devrait prendre position sur l'expulsion de Trotsky et de sa femme, et sur leur privation de la citoyenneté soviétique. Le désir exprimé ici est celui d'une part importante de l'opinion.

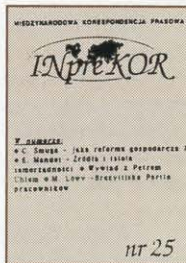
« A vrai dire pourtant, ni Trotsky, ni Zinoviev, ni Kamenev, pas plus que les Boukharine, Rakovsky, Serebriakov, Smilga, Toukhatchevski, Yakir ou Oubarevitch n'ont besoin de cette réhabilitation. C'est que rendre leur place dans notre histoire à ces hommes n'implique pas nécessairement que leur image soit récupérée par le Parti communiste. C'est ce parti lui-même qui a pâti de l'expulsion de ces personnalités aux idées indépendantes, et les décisions qu'il a prises font partie de son histoire. De quel droit voudrait-on aujourd'hui « rectifier » l'histoire de ce parti ? Ou alors, en réhabilitant ceux-ci, il nous faudra envisager aussi d'expulser du Parti à titre posthume tous ses dirigeants aujourd'hui contestés mais dont l'autorité n'avait pas été remise en cause à l'époque. » ★

POLOGNE

Hommage à la IVe Internationale

Le second congrès régional de Solidarité de Basse-Silésie, tenu à Wrocław du 2 au 4 mars 1990, en présence de plus de 500 délégués représentant 235 000 syndicalistes, a été l'occasion d'un hommage à l'activité de solidarité avec Solidarité animée par les militants de la IVe Internationale durant l'état de guerre. Présentant un rapport d'activité, en sa qualité de président de la direction clandestine de Solidarité de la région de Basse-Silésie d'octobre 1982 à la fin avril 1983, Jozef Pinior a notamment déclaré : « *Solidarité de notre région a reçu durant cette période l'aide occidentale la plus importante, sous forme de matériel radio et de transmissions, grâce à l'activité à Paris du comité de soutien à Solidarité dirigé par Zbigniew Kowalewski et à celle de la rédaction polonaise du journal de la IVe Internationale Inprekor regroupée autour de Cyril Smuga.* » Le texte écrit de ce rapport a été diffusé à toutes les structures syndicales de la région - la seconde en nombre des membres de Solidarité en Pologne - et doit paraître dans le recueil consacré à l'histoire du syndicat.

Le numéro 25 d'*Inprekor* polonais, imprimé à Wrocław par les soins du Centre politique socialiste, a été diffusé lors du congrès par le service de diffusion régional de Solidarité. Notre camarade Cyril Smuga, présent lors de ce congrès, a été interviewé par la télévision régionale de Wrocław en sa qualité de rédacteur d'*Inprekor* et cette revue a été présentée à la télévision le 4 mars. ★



INpreCOR

